

COMPTE RENDU

IV^e ASSEMBLÉE INTERNATIONALE DES FEMMES
DE LA VIA CAMPESINA
DJAKARTA – INDONÉSIE



SEMEUSES DE LUTTES ET D'ESPOIRS
POUR LE FÉMINISME ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE !

6 – 7 JUIN 2013

PLAN DU COMPTE RENDU

1. PRÉSENTATION **1**
2. IV^e ASSEMBLÉE INTERNATIONALE DES FEMMES DE LA VIA CAMPESINA **2**
3. LES FEMMES DE LA VIA CAMPESINA : CRÉER ET OCCUPER LES ESPACES AUXQUELS NOUS AVONS DROIT **5**
4. ANALYSE DU CONTEXTE DE CRISE DU CAPITALISME ET DE SES CONSÉQUENCES POUR LES FEMMES **11**
5. PAROLES DE FEMMES PAYSANNES **18**
6. FÉMINISME PAYSAN ET POPULAIRE : ACTIONS ET DÉFIS EN THÉORIE ET EN PRATIQUE **21**
7. NOUS AVONS LA PAROLE : TÉMOIGNAGES DE PAYSANNES **28**
8. BILAN POLITIQUE DU TRAVAIL DE LA COMMISSION DES FEMMES **32**
9. CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES **42**
10. MANIFESTE DE LA IVÈME ASSEMBLÉE DES FEMMES DE LA VIA CAMPESINA **49**



1. Présentation

Nous sommes des femmes dont les histoires et les luttes sont communes, pour la vie, la terre, les territoires, la souveraineté alimentaire, la justice, la dignité ; des femmes qui partageons des savoirs et des expériences, convaincues que les idées sont comme les semences et qu'elles grandissent et se multiplient quand on les échange.

La lutte pour construire de nouvelles relations entre les sexes depuis 20 ans au sein de la Via Campesina nous a demandé, à nous, les femmes, d'accomplir deux types de révolutions : premièrement, une révolution qui, tout en estimant que le système patriarcal et le machisme ont toujours existé, dénonce le modèle néolibéral et le capitalisme comme étant les principaux responsables de l'aggravation des discriminations et de la montée de la violence contre les femmes.

Deuxièmement, une autre révolution, où nous nous penchons sur la question des relations sociales au sein de notre mouvement, en promouvant notre participation politique et en reconnaissant le rôle majeur que nous avons joué dans la construction historique de la Via Campesina et l'élan que nous avons apporté.

C'est avec la force et la détermination que nous avons lors des révolutions quotidiennes que nous, femmes de la campagne, tisseuses de luttes et d'espoir, venues du monde entier, nous nous sommes rassemblées à Djakarta, en Indonésie, pour ouvrir notre VI^e Conférence internationale de la Via Campesina, en tenant notre IV^e Assemblée internationale des femmes, un espace d'ouverture qui, à travers des chansons, des poèmes, du théâtre et de la danse, en utilisant nos symboles et les artisanats de nos cultures, en parlant un langage unique d'amour et de lutte, a injecté une forte dose de passion et de participation dans l'ensemble du processus de construction politique et collective.

Pendant notre IV^e Assemblée des femmes, nous avons échangé des expériences visant à renforcer notre processus d'organisation et d'articulation : nous avons débattu des crises du capitalisme et de leurs conséquences pour les femmes ; nous avons également débattu du patriarcat, de la campagne contre la violence faite aux femmes, du féminisme et des défis qui se posent dans la construction d'un féminisme paysan et populaire.

Ainsi, suite à notre IV^e Assemblée, reconnaissant qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir, nous partageons avec vous nos réflexions et discussions, afin que, comme nos semences, elles se répandent dans la terre, qu'elles donnent des fruits dans nos organisations pour continuer à renforcer ce chemin de lutte, au sein de notre Via Campesina. Toutes et tous ensemble, nous allons continuer à tisser l'unité de nos peuples, en une toile résistante, remplie des couleurs multiples qui reflètent notre diversité et notre force.

**Semeuses de luttes et d'espoirs,
pour le féminisme et la souveraineté alimentaire !
Articulation internationale des femmes de LVC**

2. IV^e Assemblée internationale des femmes de la Via Campesina

Participant^{es} :

Des femmes luttant dans les organisations d'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique.

Mystica d'ouverture

Nous pouvons constater le chemin parcouru au cours de ces 20 ans, et il faut dire que cela n'a été possible que grâce au travail collectif des organisations membres de la Via Campesina, grâce aux luttes et aux résistances de nos peuples. Nous, les femmes, nous sommes fières de ce qui s'est construit, puisque nous avons donné le meilleur de nous-mêmes afin d'avoir, aujourd'hui, ce grand mouvement international qui écrit une nouvelle page de l'histoire des luttes paysannes dans le monde.

La IV^e Assemblée internationale des femmes de la Via Campesina se fait avec la participation de plus de 250 femmes, plus de 150 organisations, représentant 76 pays du monde entier.

Nous souhaitons la bienvenue à nos sœurs des régions Afrique 1, Afrique 2, Europe, Asie de l'Est et du Sud-est, Asie du Sud, et tout particulièrement à nos sœurs d'Indonésie qui nous accueillent sur leur territoire, Amérique centrale, Amérique du Sud, Amérique du Nord, Caraïbes, et nous accueillons chaleureusement les organisations d'Australie, du Pakistan et de Palestine.

Salutations envers la IV^e Assemblée internationale des femmes de la Via Campesina

- **Yoon Geum Soon – KWPA – Corée – La Via Campesina Asie de l'Est et du Sud-est**

Cette rencontre est la IV^e Assemblée des femmes de la Via Campesina, la première assemblée ayant eu lieu à Bangalore, en Inde. Nous avons beaucoup progressé jusqu'à aujourd'hui. C'est ainsi qu'au cours de cette assemblée, nous parlerons de la résistance des femmes de la campagne face au capitalisme.

Les femmes sont l'élément central de ce mouvement, et nous devons nous unir pour aller de l'avant, pour positionner nos débats.

Nous remercions le SPI (syndicat des paysans d'Indonésie) d'avoir garanti les conditions nécessaires à la tenue de cette conférence, et nous souhaitons que cette rencontre soit admirable.



Nous remercions également toutes les déléguées, venues de tous les continents, d'être présentes ici pour continuer à construire le processus de la IV^e Assemblée des femmes. Pendant cette conférence, nous espérons intensifier les échanges avec les femmes d'Asie, ainsi qu'avec toutes les autres. Nous espérons également que vous apprécierez votre séjour à Djakarta, jusqu'à la fin de la VI^e Conférence internationale de la Via Campesina.

- **Mme Mudjiati - Ministre indonésienne de la Femme et de l'Enfance**

Les femmes paysannes de toutes les organisations paysannes du monde entier, toutes les déléguées présentes ici, sont les bienvenues. Tout d'abord, je vous remercie de vous réunir ici, dans cet endroit magnifique, pour tenir la IV^e Assemblée internationale des femmes avec des représentantes de tous les pays du monde. Nous remercions également le SPI (syndicat des paysans d'Indonésie) d'être l'hôte de cette IV^e Assemblée des femmes, je suis certaine que toutes les déléguées vont s'impliquer et participer avec enthousiasme.

Merci de votre soutien et de votre engagement. En Indonésie et sur toute la planète, nous devons nous concentrer sur le bien-être de la société, et en particulier sur celui des femmes et des enfants, garçons et filles. Ce développement est lié à l'amélioration de la qualité des ressources, qu'il faut aussi savoir utiliser.

Dans la Constitution indonésienne, il est inscrit que l'égalité est un droit pour le développement des hommes et des femmes. En Europe, des conventions qui condamnent la violence et les discriminations contre les femmes ont été adoptées.

Depuis l'an 2000, en Indonésie, la violence contre les femmes est prise en compte, on est en train de mettre en œuvre une série de stratégies pour combattre la violence contre les femmes, pour parvenir à l'égalité, et l'on entend que tous, en Indonésie, respectent ces éléments, puisque l'égalité entre les sexes est un droit qui doit se concrétiser dans le monde entier.

L'égalité entre les sexes est liée à la qualité des ressources. Selon les statistiques, la part des femmes dans la population indonésienne est de 50 %, soit la moitié de la population, et les enfants, garçons et filles, représentent 25 % de la population. Selon ces statistiques, 70 % de la population est paysanne. Parmi ces 70 %, 58 % sont des femmes, de plus, il est évident que les familles paysannes ont une forte incidence sur le développement des femmes.

La question de la participation des femmes dans les aspects culturels, ethniques et au sein des familles est fondamentale, puisque les femmes, dans le monde entier, ont amélioré leur qualité de vie, ce qui favorise le développement ; cependant la culture patriarcale est un obstacle au plein développement. Les progrès qui ont été accomplis, c'est aux femmes elles-mêmes que nous les devons.

Dans de nombreux cas, lorsque les femmes vivent dans la pauvreté, cela a des conséquences sur la vie de leurs enfants. Il n'existe pas de statistiques exactes, mais nous savons que de nombreuses femmes sont victimes de racisme, de discriminations, de viols et violences sexuelles, ce sont des problèmes que les femmes rencontrent dans le monde entier.

La pauvreté des femmes est fortement liée à la tradition, la religion et à la façon dont les femmes sont traitées au sein des communautés. Un lien a été établi entre l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales et le développement du milieu paysan en général.

L'amélioration de l'économie paysanne a permis celle des questions culturelles. Il est important que soient prises des mesures répondant aux besoins des femmes et des hommes des campagnes. Nous connaissons le rôle important que jouent les femmes dans le processus de production paysanne, les femmes effectuent de multiples tâches, dans leur foyer, dans la production et à bien d'autres niveaux.

La pauvreté des femmes est assez alarmante dans tous les pays. Les politiques macroéconomiques doivent s'occuper de ce problème. Pour cela, il faut que les femmes participent à la vie agricole dans une situation d'égalité, et c'est pourquoi il est important de les former pour qu'elles s'intègrent. Par exemple, en ce qui concerne l'accès des paysannes à la propriété de la terre, je suis heureuse de voir comment le SPI aide les femmes paysannes en Indonésie. Le travail du SPI sert aux femmes du monde entier.

La paysannerie est une institution qui joue un rôle stratégique de moteur pour la vie des pays, pour la souveraineté et la société. Plus les injustices auxquelles nous sommes confronté(e)s sont grandes, plus nous devons soutenir les femmes des organisations paysannes.

Nous avons besoin que toutes les familles paysannes s'engagent en faveur des femmes et des enfants ; ce n'est que de cette façon que nous pourrions résoudre les problèmes qui se posent aux paysans et aux paysannes. Cette Assemblée des femmes a un rôle essentiel, nous devons définir les valeurs et les stratégies pour que les femmes puissent aller de l'avant.

Je fais confiance à cette IV^e Assemblée pour qu'elle prenne des résolutions positives permettant aux femmes d'obtenir l'égalité comme changement positif de la société, qui contribue à la réduction de la pauvreté et encourage la participation des femmes dans la vie publique et politique de nos pays. La tâche qui nous attend n'est pas facile, nous devons souligner en particulier ce qui se passe ici, en Indonésie.

- **Mme Lubaidah – Leader du SPI – Nord de Sumatra**

Vive les femmes !

Merci beaucoup de votre présence ici, nous remercions toutes les femmes présentes en cette belle matinée, et nous remercions le SPI (Syndicat des paysans d'Indonésie) de cette initiative prise ici, en Indonésie.

Nos camarades sont nombreuses à avoir rejoint La Via Campesina en Indonésie. Nous, les femmes, nous avons obtenu beaucoup depuis, et nous avons fait beaucoup d'efforts pour que les femmes et les hommes du SPI rejoignent La Via Campesina. Nous sommes venues de Sumatra et d'autres régions d'Indonésie. Nous avons toutes répondu à l'appel de La Via Campesina.

Nous vous souhaitons à toutes la bienvenue à la IV^e Assemblée internationale des femmes. Nous sommes les mères de la souveraineté alimentaire, si nous travaillons toutes ensemble, la souveraineté alimentaire deviendra une réalité.



Vive les femmes de La Via Campesina et la souveraineté alimentaire ! Vive l'Indonésie ! Vive les femmes ! Quel encouragement que de voir toutes les femmes réunies ici !

3. Les femmes de La Via Campesina : Créer et occuper les espaces auxquels nous avons droit

Nettie Wiebe – Union nationale des agriculteurs du Canada - La Via Campesina Amérique du Nord

Le 20^e anniversaire de La Via Campesina est un moment de fierté où nous célébrons beaucoup de choses importantes. Il s'agit d'une opportunité pour réfléchir à quelques-unes des nombreuses luttes, victoires, campagnes, réussites, pertes, joies et peines que nous avons connues à l'échelle mondiale ou dans nos régions, nos pays, nos organisations, nos quartiers et dans nos propres vies.

Tout au long des deux décennies de son existence, La Via Campesina est devenue l'un des mouvements les plus dynamiques, les plus vastes et les plus importants du monde, qui rassemble une diversité sans précédent tout en luttant avec solidarité pour la souveraineté alimentaire, la justice sociale et la protection de la terre et de la vie.

Les femmes ont participé et ont été des dirigeantes majeures de La Via Campesina. De fait, le rôle des femmes au sein de La Via Campesina est l'une des raisons qui rendent ce mouvement unique aussi bien dans l'histoire des mouvements paysans que par rapport à d'autres mouvements sociaux et organisations internationales.

Selon moi, le travail, les perspectives, l'analyse, l'énergie, le leadership et la présence des femmes au sein de La Via Campesina ont transformé et renforcé notre mouvement.

Personnellement, il est évident que j'ai été transformée (et fortifiée) par ma participation au mouvement. Chacun et chacune d'entre nous est issu(e) de sa propre famille et de sa propre communauté, et d'un large éventail d'expériences et de cultures. Cependant, comme la plupart des femmes rurales, mon travail dans la sphère publique et politique s'ajoute à ma vie, à mon foyer et à mes responsabilités familiales.

Contrairement à nombre de nos camarades masculins, la plupart d'entre nous savons bien ce que c'est que s'organiser avec d'autres membres de la famille ou avec des voisins pour la prise en charge des enfants, ce que c'est que s'assurer que la lessive est faite et que le repas est prêt dans la cuisine avant de quitter la maison pour pouvoir assister aux réunions. Notre militantisme et notre engagement dans le mouvement en tant que femmes exige souvent que nous ajoutions encore plus de tâches quotidiennes alors que les journées sont déjà complètes avec la production d'aliments, la famille et le foyer dont il faut s'occuper, la cuisine, le travail rémunéré et de nombreuses autres exigences. Mais, d'après mon expérience, notre militantisme et notre solidarité nous insufflent aussi plus d'énergie, de courage, de confiance et de bonheur.

En tant que femme qui a eu le grand honneur et la responsabilité de travailler au niveau de la direction de La Via Campesina (en tant que membre du CCI et membre suppléante) pendant plus de dix ans, je ressens une grande fierté et un profond respect pour les millions de femmes qui luttent pour que ce mouvement soit fort et vivifiant, malgré tous les défis qui se posent à nous.

Je vais, pour continuer, vous faire part de certains souvenirs et de quelques observations sur notre travail en tant que femmes de La Via Campesina.

Ouvrir des espaces

La première réunion organisée par La Via Campesina a eu lieu à Mons, en Belgique, en 1993. Cependant, un an auparavant, l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et éleveurs), du Nicaragua, avait invité certain(e)s dirigeant(e)s d'organisations progressistes de paysan(ne)s et d'agriculteurs et agricultrices à son congrès annuel afin d'analyser les conséquences graves des négociations commerciales qui se déroulaient à cette époque. Les dirigeant(e)s ont reconnu que le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) représentait une terrible menace pour l'agriculture paysanne et à petite échelle, dans le monde entier, et qu'il fallait par conséquent résister.

La personne qui présidait mon organisation, National Farmers Union of Canada (NFU selon son sigle en anglais, la traduction en serait Union nationale des agricultrices et agriculteurs du Canada) faisait partie des personnes invitées à la réunion, du fait que les femmes de la NFU (j'étais alors présidente des femmes) avaient déjà tissé de bonnes relations avec les femmes de l'UNAG. L'UNAG connaissait donc déjà la NFU du Canada.

La Déclaration de Managua fut le résultat du travail des dirigeants (exclusivement des hommes) réunis au Nicaragua. Ce document ne mentionne absolument pas les femmes ni les problématiques de genre.

Un an plus tard, quand les dirigeant(e)s paysan(ne)s se réunirent en Belgique pour jeter les bases d'un vrai mouvement paysan mondial afin de résister contre le programme néolibéral du GATT et de construire une voie alternative à cette folie destructrice, La Via Campesina vit le jour. Environ vingt pour cent de ses représentants étaient des femmes, et leur participation et leur leadership furent effectifs, comme le refléta le document final.

La grande rencontre mondiale qui suivit fut la II^e Conférence de La Via Campesina à Tlaxcala, au Mexique, en 1996, qui rassembla des délégué(e)s représentant les organisations de paysan(ne)s et de petit(e)s agriculteurs et agricultrices du monde entier. À nouveau, 20 % des participants étaient des femmes, qui furent actives, influentes et qui contribuèrent grandement aux débats ! Cependant, quand les délégué(e)s se réunirent en groupes régionaux pour choisir les dirigeant(e)s qui assisteraient au Comité de coordination internationale de La Via Campesina, tous les dirigeants désignés furent des hommes.

Les femmes, ainsi que certains camarades masculins, estimèrent que cette situation était inacceptable. Un vrai mouvement paysan devait indubitablement mieux refléter la paysannerie, qui compte autant de femmes que d'hommes. Un intense débat eut lieu et les groupes régionaux (alors au nombre de huit) se réunirent à nouveau.



La région Amérique du Nord, qui comprenait l'organisation mexicaine qui recevait la conférence, l'UNORCA, décida de me nommer en tant que représentante au Comité de coordination. Je venais alors d'être nommée présidente de la National Farmers Union (étant ainsi la première et unique femme à avoir dirigé une organisation agricole nationale au Canada, où comme partout ailleurs, l'agriculture constitue un secteur profondément patriarcal).

En nous réunissant à nouveau en plénière, nous fûmes agréablement soulagés en voyant que l'élection d'une femme au CCI avait ouvert une brèche dans la barrière entre les sexes. Je compris que l'on m'avait confié une immense responsabilité. Mais je sus également, à partir de ce moment, que j'étais entourée, accueillie et soutenue par des femmes merveilleuses et fortes ainsi que par des hommes qui partageaient l'idée de créer un mouvement d'égalité et de justice pour les femmes.

Un groupe de travail international des femmes se constitua, avec pour objectif de se concentrer sur l'articulation de nos analyses, le renforcement de nos capacités et de parvenir à l'égalité sur les plans politique et social aussi bien au sein des organisations et du mouvement que dans toutes les sphères de nos vies. La Via Campesina serait un terrain d'apprentissage, de lutte et de renforcement de notre combat pour l'égalité, la dignité et le respect des droits des femmes.

Les femmes d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale disposaient déjà de commissions de femmes dans la structure de leurs organisations, et elles créaient avec succès des espaces et développaient leur capacité à diriger. Lors de la réunion suivante du CCI, à San Salvador, le modèle de commission des femmes de La Via Campesina fut adopté.

Vint ensuite un programme très dense d'organisation et d'activité politique. Grâce au travail dynamique, dévoué, efficace et inlassable, et grâce à l'initiative de nombreuses femmes et des femmes dirigeantes de plusieurs organisations de La Via Campesina, qui reçurent le soutien du personnel de l'équipe technique qui partageait notre passion pour l'égalité hommes-femmes, nous avons organisé des réunions d'information et de renforcement des capacités des femmes, ainsi que des ateliers sur les problématiques de genre dans plusieurs régions. Nous avons également participé activement à plusieurs initiatives, manifestations et événements publics afin de gagner du terrain et de faire entendre nos voix sur des sujets comme l'accès à la terre, les semences, la souveraineté alimentaire, l'éducation, la santé, les droits humains et la participation démocratique.

Grâce aux enseignements des expériences des femmes de la CLOC (Coordination latino-américaine des organisations rurales), les femmes de La Via Campesina adoptèrent un mode d'organisation consistant à tenir des assemblées de femmes avant les grands événements ou conférences afin de s'assurer que nous serions bien préparées pour exprimer nos points de vue et nos positions lors des conférences générales et des plénières. Les espaces publics ayant été traditionnellement dominés par les hommes, il peut être difficile pour les femmes de se faire entendre. L'organisation de réunions préliminaires de femmes nous aide à mieux nous

comprendre et à construire des relations de confiance, à valider nos expériences et nos analyses tout en nous donnant plus confiance pour prendre effectivement la place qui nous revient de droit dans les espaces. Ces rencontres de femmes sont aussi généralement joyeuses et amusantes !

Notre objectif a été de parvenir à une véritable égalité entre les femmes et les hommes, ce qui comprend une participation démocratique à part égale. Un but évident pour avancer vers cet objectif était d'avoir le même nombre de femmes et d'hommes à tous les niveaux de l'organisation et dans les conférences où les décisions sont prises. Nous voulions parvenir à la parité hommes-femmes à la III^e Conférence de La Via Campesina à Bangalore, en Inde, en 2000.

Nous avons organisé notre I^{re} Assemblée internationale des femmes dans les jours qui ont immédiatement précédé la conférence générale. Malgré certaines difficultés d'ordre logistique, cette assemblée des femmes fut un événement magnifique et fort, où les femmes de La Via Campesina, venues de toutes les régions du monde, ont travaillé ensemble sur de nombreux sujets clés.

Même si nous ne sommes pas complètement parvenus à avoir une participation paritaire lors de la III^e Conférence internationale, nous avons avancé à grands pas vers cet objectif. Plus encore, nous avons fait pression pour qu'un changement structurel fondamental se produise au sein de La Via Campesina, en garantissant la parité hommes-femmes parmi les dirigeant(e)s aussi bien au niveau régional qu'au niveau mondial. Ce changement structurel a été adopté et prévoyait qu'il devait y avoir au CCI deux membres de chaque région, un homme et une femme.

Pour moi, ce changement structurel était très gratifiant. Les agricultrices féministes du Canada avaient lutté bien avant (et avec succès) pour parvenir à la parité hommes-femmes au sein des organisations agricoles, j'avais donc expérimenté ce type de discrimination positive. Il s'agissait d'un pas de plus vers l'égalité. J'étais extrêmement satisfaite, même si cela ne m'a pas surprise, lorsque tous mes camarades masculins du CCI ont adopté cette recommandation avec enthousiasme en 2000. J'ai ressenti un élan de gratitude, de fierté et d'espoir quand la Conférence a adopté la motion.

La transformation des espaces

Les femmes rurales et autochtones connaissent depuis longtemps l'oppression et les luttes. Nous avons obtenu d'importants progrès dans certains contextes et dans certaines régions. Les luttes féministes ont débouché sur la reconnaissance des droits humains, du droit à l'éducation et aux ressources, et ont amélioré la situation sociale de certaines femmes. Cependant, ces améliorations sont encore loin d'être universelles. Le pouvoir patriarcal et les injustices continuent d'être la réalité quotidienne dans laquelle vivent la plupart des femmes.

La concentration croissante des terres et des ressources aux mains des entreprises privées rend encore plus difficile la lutte des femmes rurales pour l'accès à la terre. Plus il y a de familles déplacées, plus la sécurité des femmes est menacée et plus elles sont exposées à la violence et à l'exploitation. La violence contre les femmes est un sujet qui fut affronté publiquement au sein de La Via Campesina pendant la III^e Assemblée des femmes et en 2008, lors de la V^e Conférence à Maputo, au Mozambique, nous avons lancé la campagne contre la violence faite aux femmes, campagne qui se poursuit toujours aujourd'hui.

Les femmes de La Via Campesina ont, dès le début, été essentielles pour la campagne sur les semences, et continuent de l'être. Comme les multinationales usurpent la propriété des semences et manipulent leur matériel génétique en utilisant les technologies des organismes génétiquement modifiés (OGM), la lutte pour les semences est devenue une lutte pour la souveraineté alimentaire comme pour les éléments fondamentaux de la vie même. Les femmes paysannes et autochtones ont une longue habitude de collecte et de protection des semences, d'amélioration de leur diversité et de leur adaptabilité.

Tout au long de l'existence de La Via Campesina, les femmes ont été présentes et ont participé activement sur tous les sujets et dans toutes les luttes : en se consacrant à l'organisation, en manifestant courageusement et pacifiquement, en affrontant les puissants lors de conférences nationales et internationales, en étant arrêtées et détenues et en faisant entendre leur voix sur des thèmes importants. Coude à coude et en solidarité avec les hommes de La Via Campesina, nous proposons une analyse politique, notre expérience et notre énergie en vue de notre objectif commun de créer un avenir plus juste, égalitaire, pacifique, écologique et vivifiant.

J'ai de nombreux souvenirs de réunions, de marches, de repas, de discours, de négociations, etc., mais parmi toutes mes expériences au sein de La Via Campesina, les moments les plus émouvants et les plus marquants furent ceux où, malgré les difficultés, les pertes et la douleur, les femmes se sont levées, unies, pour créer des espaces de beauté et d'espoir. À travers la chanson, la poésie, le théâtre et la danse, en utilisant des symboles et l'artisanat, en revêtant les tenues de nos propres cultures, en parlant nos nombreuses langues, l'amour pour la vie que nous avons en commun se révèle et prend son sens. Ces espaces de « mystica » sont forts et rajeunissants.

Je pense que ce sont ce rajeunissement, cet espoir, cette diversité et cette beauté qui font qu'il est indispensable (et possible) que notre mouvement progresse.

Globalisons la lutte! Globalisons l'espoir!

4. Analyse du contexte de crise du capitalisme et de ses conséquences pour les femmes



- **Elizabeth Mpfu - ZIMSOFF – Zimbabwe - Afrique 1**
Coordinatrice actuelle de la Via Campesina Internationale

J'appartiens à l'Organisation des petits paysans du Zimbabwe, membre de La Via Campesina de la région Afrique 1 ; je vais vous présenter l'analyse de la crise du capitalisme.

Cette crise a à voir avec la façon dont le capitalisme a influencé l'idéologie à travers les traités de libre-échange, les régulations qui nuisent à nos systèmes alternatifs de développement. Nous sommes face à une crise qui touche notre société à tous les niveaux ; sur le plan économique, cette crise se traduit par des politiques économiques qui affectent les plus démunis, nous n'avons pas accès au marché, aux produits de qualité, entre autres.

Les politiques financières dans les pays pauvres ont eu des effets négatifs sur la souveraineté alimentaire, la pauvreté a augmenté, de même que l'écart entre les riches et les pauvres, et avec le système financier actuel, ses effets sont sans cesse plus cruels.

Ce modèle de développement a besoin de ressources aux niveaux mondial et local, et nos terres, nos ressources minières, l'eau et même l'air sont exploités, ce qui a des effets

dévastateurs sur les écosystèmes qui sont la base de la vie ; du fait de la destruction des forêts, des sources d'eau potable, les réserves halieutiques diminuent, et dans certains cas, ce sont des écosystèmes tout entiers qui sont détruits, ce qui nuit aux communautés locales.

Sur le plan politique, des politiques établissent des lois qui nous touchent directement, et ceux qui en décident ne font que profiter du pouvoir obtenu par les urnes. À cause du manque de ressources, de la perte d'autonomie, de l'austérité ainsi provoquée, nous nous retrouvons face à la privatisation des ressources naturelles, ce qui, dans les pays en développement, accroît davantage la dépendance. La pauvreté et la faim augmentent.

De plus, les OGM et le modèle de l'agrobusiness qui dégrade l'environnement nuisent aussi directement aux femmes.

Enfin, ce modèle nuit directement aux semences paysannes, et nous pensons qu'il contribue à accélérer le changement climatique, aggravant la souffrance des peuples.

La pression que les gouvernements exercent sur les communautés est plus forte, ce qui est très néfaste pour les droits des communautés, les femmes étant principalement touchées, et notamment celles des zones rurales.

Il y a différentes raisons à cela, comme l'utilisation excessive de produits chimiques, la pollution de l'eau, l'exploitation sans plan directeur, la dégradation des ressources naturelles, dues en grande partie aux plans du mécanisme REDD (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts).

REDD détruit les ressources locales, les sols, l'eau, au détriment des communautés locales. De plus, le changement climatique provoque une baisse de la productivité des familles paysannes et l'introduction de semences transgéniques qui, avec leur lot d'engrais chimiques, provoquent des catastrophes. Des sécheresses touchent la production agricole, les terres cultivées, et détruisent la biodiversité locale.

- **Jean Enríquez – Philippines - Dirigeante de la Marche Mondiale des Femmes**

Je transmets à cette IV^e Assemblée des femmes de la Via Campesina les salutations féministes de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), qui regroupe des mouvements de la base et des représentantes des travailleuses qui luttent contre la pauvreté des femmes. Cette Marche est présente dans 160 pays et dénonce le militarisme et la violence faite aux femmes. Parmi ses membres, on compte plus de 5 000 paysannes.

Avec notre marche, nous voulons que l'oppression que les femmes subissent soit reconnue comme le problème important qu'elle est. La MMF veut que l'oppression subie par les femmes ait la visibilité qu'elle mérite d'avoir.

Cette oppression se produit avec l'essor du néolibéralisme, avec toutes les politiques d'ajustement, comme par exemple la privatisation, l'ouverture des marchés et les coupes dans les investissements sociaux, qui touchent directement les femmes.

Notre lutte se fonde sur la résistance dans ce domaine, nous nous attaquons à la restructuration du capitalisme, à la lutte contre le colonialisme ; notre tâche principale est de transformer ce capitalisme.

Ce système capitaliste met en pratique les mêmes systèmes d'occupation que le colonialisme, en premier lieu en faisant de la nature une marchandise, en s'appropriant des salaires des travailleurs, et avec le fondamentalisme.

Nous affrontons la restructuration des systèmes capitaliste et patriarcal, ces systèmes, pour se maintenir, augmentent les niveaux de violence et d'accumulation des richesses. Ce processus se fait en 4 phases : la marchandisation de la nature, l'appropriation des revenus des travailleurs, le militarisme et l'appropriation de la vie et du corps des femmes.

Dans ces processus d'accumulation, on essaie d'obtenir toujours plus de gains. Tout se transforme en produit, en marchandise : l'eau, les semences, l'éducation, les forêts, l'inégalité, etc. Les paysan(ne)s subissent les conséquences de ces processus et sont devenus les plus pauvres de la société. En 2009, au pire de la crise, le chômage a augmenté de 10 % et la richesse des plus aisés a augmenté de 80 % au moyen de la marchandisation de la nature.

En 2000 nous avons vu comment le marché s'est étendu, ce qui a eu des conséquences sur la vie de tous ; les sources de revenu des paysans se sont réduites ; il s'agit d'une forme de contrôle sur nos vies, et d'une façon de garantir ce contrôle. Les paysans ne peuvent plus cultiver leurs propres aliments, de plus, on limite la capacité productive de leurs semences et on les oblige à payer des redevances aux transnationales pour utiliser leurs semences et leurs engrais, alors qu'il s'agit d'un bien commun de l'humanité. Cette marchandisation des ressources est le résultat des politiques spéculatives des marchés financiers, ces politiques visent à ce que le système se perpétue, ce qui a généré une crise systémique aux niveaux économique social, environnemental ; la manipulation des terres s'est étendue en Afrique et en Amérique latine, à travers la monoculture et l'exportation.

De plus, pour spéculer avec la construction des mégaprojets, les compagnies minières accaparent toujours plus d'espace, polluent l'eau, exploitent les peuples autochtones, et sont responsables des conflits sociaux.

En ce qui concerne l'appropriation des salaires des travailleurs, il faut souligner que la lutte des travailleurs a permis qu'une série de droits existent, mais certains sont insuffisants, on sent toujours l'exploitation du capital, le système a besoin d'une refonte urgente.

Il est nécessaire de réduire les dépenses publiques, d'augmenter les investissements dans les services publics, et il faut lutter contre le chômage et ses effets. Dans de nombreux cas, ce sont les femmes qui s'occupent de nombreuses personnes dans les hôpitaux, les écoles ; le travail féminin est la voie pour mener cette refonte, c'est la réponse à ces cycles du marché ; malgré les efforts des femmes, il existe des carences importantes dans les hôpitaux et dans la société en général, il y a un manque de nourriture, de sécurité, de foyers ; on a vu les femmes être de plus en plus stigmatisées, à travers le fondamentalisme et le militarisme. On envoie des troupes au Pakistan, il y a par exemple des guerres territoriales en Asie du Sud-Est, aux Philippines, qui diffusent la violence nationaliste conservatrice, et au nom de cette idéologie on provoque des guerres qui touchent plusieurs pays asiatiques.

La marchandisation du corps des femmes est étroitement liée à la militarisation, à ce fondamentalisme ; le patriarcat et le fondamentalisme accaparent non seulement la richesse des femmes, mais aussi leur capacité à travailler ; dès les débuts du capitalisme, le sexe a été utilisé comme un instrument, un outil ; ce système a établi le mariage hétérosexuel comme norme, tout en renforçant la prostitution, que de nombreuses femmes sont contraintes d'exercer, et en intensifiant l'exploitation des femmes en général.

En résistance, les femmes, les paysans et même la nature, nous savons que le capitalisme n'est pas une solution pour ce qui est de la monopolisation des terres, des droits des paysans et des droits des femmes sur leur corps. Nous devons défendre les territoires, la communauté, lutter contre la violence faite aux femmes. En Europe et aux USA, la lutte pour les droits des travailleurs s'est étendue de différentes façons, par exemple par l'occupation de terres ou par l'organisation de sommets alternatifs ; cependant, notre résistance doit aussi affronter une répression directe, la violence patriarcale qui est une forme de contrôle de nos vies et de nos corps.

Avec les femmes féministes de mon organisation, nous luttons contre la masculinisation, la mondialisation, ce système nécessaire au modèle économique prédominant, qui favorise l'inégalité dans le processus de prise de décisions. Sans cesse, nous nous voyons dans l'obligation de travailler dans le secteur informel sans aucun avantage, nous nous voyons dans l'obligation d'émigrer pour envoyer un peu d'argent chez nous.

Face à l'essor du néolibéralisme, dont les effets ont été pervers pour les femmes, notre devoir est d'aider les gens, de leur dire que ce sont eux qui ont le pouvoir, pas le gouvernement, notre devoir est de convaincre les peuples de s'organiser et de lutter.

Dans cette politique de résistances, les femmes jouent toujours le rôle de fournisseuses d'aliments aux communautés qui participent aux luttes, elles doivent convaincre les gens de lutter pour éliminer la violence contre les femmes.

On essaie d'intégrer aux traités de libre-échange des politiques de l'OMC qui resurgissent et qui touchent les aliments, l'eau, les matières premières, qui traitent tout comme des marchandises. Dans notre lutte pour l'égalité et contre l'oppression, nous devons faire valoir les mécanismes de l'agriculture paysanne et autochtone, nous devons saisir cette opportunité pour que le sexisme appartienne au passé et que le principe d'égalité prédomine dans le monde entier ; nous luttons pour l'accès à la terre, à l'eau, pour nos droits à participer aux décisions qui engagent nos vies. La MMF veut vous faire part de sa solidarité, dans cette lutte mondiale, car nous sommes aussi semeuses de luttes et d'espoir.

Synthèse du travail en groupes

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des agricultrices, des paysannes des quatre coins du monde. Nous sommes des mères, nous nous occupons de la famille et l'organisons. Nous sommes également la communauté, des leaders régionales, nationales et internationales pour les droits des femmes, l'autonomisation des femmes et la souveraineté alimentaire du monde entier. Nous avons assumé de multiples responsabilités, en étant les principales organisatrices de la famille, et la principale source de travail dans nos fermes.

D'un autre côté, nous sommes les plus vulnérables aux effets du capitalisme et du patriarcat sous toutes leurs formes ; y compris la violence physique et sexuelle, le climat et les catastrophes écologiques, l'accaparement des terres et l'imposition de l'agriculture chimique industrielle.

Nous sommes également les premières à dénoncer ce système et ses effets sur la société, et à proposer des voies alternatives comme la souveraineté alimentaire.

L'offensive du capital dans les communautés et les conséquences pour les femmes rurales

Le capitalisme est un instrument de propagande pour les produits de base, le contrôle et l'exploitation des femmes. Il rend invisible notre rôle dans l'économie et la souveraineté alimentaire. Le capitalisme touche également nos valeurs de culture, d'éducation et de famille.

Dans nos communautés, il se produit à un rythme très rapide une concentration de la terre et des ressources par les entreprises transnationales, qui constituent ainsi une menace directe pour la souveraineté alimentaire. Nous assistons à des projets extrêmes d'extraction de sources d'énergie, comme les mines, l'huile de palme, les sables bitumineux, l'hydroélectricité ; non seulement ces projets exploitent et polluent les ressources naturelles comme l'eau et la terre, mais ils contribuent aussi au déplacement des communautés rurales et autochtones qui produisaient des aliments et d'autres cultures. Cela provoque le déplacement de la production agricole.

Cela entraîne un processus d'appauvrissement accéléré, l'endettement et le manque de pouvoir des femmes et des jeunes des zones rurales, puisqu'ils perdent l'accès à la terre, les moyens de subsistance, et deviennent par conséquent non seulement plus exposés à l'insécurité alimentaire, mais doivent aussi se tourner vers d'autres formes de travail, comme la prostitution, ou doivent devenir manœuvres agricoles, ou employés dans des secteurs où l'exploitation salariale est la norme. Les femmes et les jeunes sont aussi contraints d'émigrer à l'échelle nationale ou internationale. Le capitalisme promeut aussi le narcotrafic et la traite des femmes et des filles.

Les politiques agricoles du système alimentaire international ne garantissent pas la subsistance des agriculteurs familiaux. Dans de nombreux pays, la politique est de ne pas avoir de prix garanti. Par ailleurs, le modèle international de l'agriculture industrielle nous rend dépendants des intrants alimentaires dérivés du pétrole et des produits chimiques qui nous empêchent d'être indépendants d'un système exploiteur.

La question des conflits liés à la réforme agraire et à la terre oblige les femmes à défendre leurs terres. Par ailleurs, les femmes sont plus vulnérables à la violence dirigée par l'État, la police a apporté la violence. Lors de conflits liés à la terre, les femmes sont l'objet d'abus et sont criminalisées, et même après cela les femmes continuent d'être visées et menacées. La militarisation fait partie du processus d'accumulation capitaliste et d'exploitation qui fait que les femmes font l'objet d'une violence croissante.

L'offensive du patriarcat et la violence contre les femmes

La société patriarcale favorise de nombreuses formes de violence contre les femmes et les enfants qui souffrent de violences sexuelle, physique et psychologique, souvent invisibles pour la société. Nous subissons la violence familiale à une échelle massive. Le capitalisme et le patriarcat menacent notre autonomie en ce qui concerne notre propre corps, notre dignité et notre avenir.

Les catastrophes écologiques, nucléaires et le climat sont également des causes de violence contre les femmes et les enfants. Les femmes sont confrontées à de nombreuses barrières culturelles pour être indépendantes des hommes, et elles n'ont pas de droits.

En Indonésie, 50 % des femmes subissent des violences familiales, et la plupart d'entre elles sont des fillettes. Les filles font également l'objet de discriminations dans le système éducatif, les ressources financières des familles allant toujours en priorité aux garçons.

Certaines communautés sont matriarcales et les décisions au sein de la communauté sont prises par les femmes. Ces communautés prennent soin des valeurs de la culture, des valeurs de la famille, et garantissent en même temps les besoins alimentaires et nutritionnels de la communauté au moyen de solutions comme les maisons de semences collectives ou coopératives. Cependant, le manque de respect envers les femmes dans la politique gouvernementale dans ces sociétés a sapé les systèmes de résilience qui ont été bâtis.

L'accès limité aux droits

Nous avons un accès limité à tous les droits humains universels, y compris celui à la terre, aux services publics tels que la santé et l'éducation, et nous sommes également exclues du droit à agir dans la sphère politique. Cela s'explique en partie par le fait que les femmes ne font pas partie du processus politique.

Les femmes ont un accès très limité à la santé, et sont touchées par le VIH-sida, par les problèmes liés à la violence sexuelle, tandis qu'on bafoue aussi leurs droits reproductifs.

Les luttes et les solutions pour mettre fin à la violence contre les femmes et pour parvenir à la souveraineté alimentaire

À l'intérieur et à l'extérieur du mouvement de souveraineté alimentaire, on ne tolèrera aucune forme ou manifestation de violence au sein du foyer, dans la sphère politique, et dans notre travail quotidien. Nous allons trouver un moyen de dénoncer ces violations auprès de la société et de nous organiser en tant que femmes pour nous soutenir afin d'exiger des changements. Nous devons renforcer les organisations de femmes et améliorer nos méthodes de communication et d'utilisation de la technologie pour pouvoir diffuser notre message dans la société et soutenir la mobilisation, comme l'exigent les droits des femmes et la justice. Dans notre propre mouvement, nous devons nous former nous-mêmes pour défendre non seulement la terre, mais aussi nos propres corps. Nous devons constituer un réseau avec les autres secteurs de la société, comme les femmes des zones urbaines et les groupes de travailleurs.

Les femmes sont les leaders en matière d'élaboration de solutions pour la famille et la communauté à travers l'agro-écologie paysanne, les semences paysannes, et l'échange de savoirs.

5. Paroles de femmes paysannes



« La lutte pour la terre fait que les femmes doivent être en première ligne pour protéger la terre, elles doivent affronter la brutalité de la police ou de la sécurité des entreprises de plantations d'huile de palme. Les femmes luttent aussi contre les emprisonnements, la torture et même les assassinats ».

« À l'ouest de Sumatra, le système matriarcal reconnaît tout droit portant sur le patrimoine, la nourriture, les enfants et les femmes. La Mère est respectée et honorée par l'homme. Mais ce système matriarcal est en train d'être abandonné du fait de l'élaboration d'une législation locale sur l'autonomie régionale qui réduit le rôle des femmes dans l'agriculture ».

« L'utilisation d'engrais chimiques provoque des problèmes de santé et de santé reproductive. De plus, les femmes souffrent de cancers de la peau à cause de l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture ».

« La violence conjugale et familiale augmente en Indonésie, près de 99 % des victimes sont des femmes jeunes, âgées de 4 à 18 ans ».

« Le capitalisme, le patriarcat et le néolibéralisme rendent invisibles le rôle des femmes et nos contributions à l'économie des nations et à la souveraineté alimentaire ».

« Le capitalisme et le patriarcat sont une structure politique et idéologique qui nous discriminent et nous confinent à la sphère familiale et privée, mais nous nous sommes organisées et nous avons appris à défendre nos droits. Si nous sommes unies et que nous nous formons, nous pouvons aller de l'avant et former une patrie ».

« Les problèmes et la situation des femmes sont mondiaux. Dans le cas du Guatemala, les viols contre les filles ont augmenté et cela a des conséquences sur la famille et la société en général ».

« Le capitalisme se maintient par le patriarcat, mais c'est un débat que nous devons aussi avoir avec nos camarades masculins, le capitalisme nous divise ».

« En tant que paysannes, femmes travailleuses, nous devons discuter avec les camarades masculins des politiques néolibérales, et de la façon dont elles affectent les femmes. Miser plus sur l'éducation politique et idéologique, en cherchant comment ouvrir un espace de discussion politique avec les camarades masculins, et avancer dans nos communautés pour affronter les politiques néolibérales et le patriarcat qui nous appauvrit de plus en plus ».

« La question de la violence contre les femmes se pose très fortement dans nos pays. Nous devons élaborer des propositions, partager les lois qui nous permettent de nous renforcer, au Venezuela nous avons un Droit et une législation qui aident et protègent les femmes ».

« En Colombie, les femmes travaillent, font partie des organisations, mais l'État ne nous laisse pas vaincre, nous vivons une situation de violence permanente, d'assassinats, d'emprisonnements, d'enlèvements ».

« Le statut moral de l'exploitation des femmes dans le capitalisme est le patriarcat, le capitalisme est contre les hommes et les femmes. Le capitalisme n'offre pas d'opportunités aux femmes et aux hommes, il ne leur propose que des fonctions et c'est pour cela qu'il nous supporte. Nous représentons toujours une menace pour le capitalisme. Nous devons continuer à lutter pour l'égalité, pour nos droits et nous ne les conquerrons que par la lutte et la résistance ».

« Je veux transmettre l'expérience des Cubaines qui est très différente ; à Cuba, il n'y a pas de capitalisme, le système est différent, nous avons des droits, qui garantissent le bien-être de la femme et aussi de la famille, nous participons à la politique, dans les espaces de direction et de prise de décisions, on prend soin de l'environnement, nous n'avons pas de transnationales, nous n'avons pas de semences transgéniques. Il n'y a pas de luxe, mais il y a un bien-être social ; il existe quelques manifestations de violence familiale que l'on tente de résoudre avec les hommes ».



« Le capitalisme ne peut pas être ajusté, notre lutte vise à l'éliminer ».

« Les femmes ne sont plus les mêmes, nous avons été capables de récupérer les méthodes et les mécanismes de lutte que nos grands-mères avaient, en les combinant avec d'autres formes de lutte, qui

« Le capitalisme à Haïti fait beaucoup de tort aux femmes, et encore plus depuis l'occupation militaire. Nous devons lutter pour défendre nos droits et renforcer la solidarité dans nos pays, dans nos régions, entre les continents pour résister et renforcer la lutte et affronter le capitalisme ».

« Je suis d'accord avec ce qui a été dit sur l'industrie minière. Les grandes entreprises transforment nos terres agricoles en monocultures et veulent extraire les ressources de notre pays. Par exemple, aux Philippines, les terres agricoles sont en train d'être concentrées ».

« Le gouvernement donne nos terres pour qu'elles servent pour les plantations d'huile de palme. Cela affecte notre secteur de la noix de coco. Le gouvernement déplace les agriculteurs et agricultrices, de plus en plus d'agriculteurs et agricultrices sont touchés par la destruction de postes de travail, la perte des sources d'eau et d'aliments, à cause de l'agriculture industrielle et de l'industrie minière ».

« En Inde, en dix ans (2003-2012), on a enregistré 4 469 cas de viol. Le plus terrible, c'est que 315 criminels seulement ont été punis. Tous les autres cas sont encore en cours de traitement ».

« Je viens de la zone centrale de la Birmanie. Je suis agricultrice et dans notre région, nous avons des problèmes avec l'investissement chinois. Du fait des accords entre les Chinois et le gouvernement pour l'extraction du cuivre, des gens sont obligés de quitter les villages où ils vivaient depuis plusieurs générations ».

« Il y a grand nombre d'investissements en Birmanie pour l'industrie minière et les monocultures. Mais il n'y pas un projet qui se fasse en consultant la population locale et il n'y a pas de transparence ».

« Ces projets ne touchent pas seulement la communauté, mais aussi et particulièrement les femmes, au niveau de leur santé, de leur éducation et des problèmes sociaux liés à ces projets. Pour l'extraction du cuivre, ils utilisent des explosifs chimiques, qui finissent dans les eaux souterraines. Les femmes doivent aller chercher l'eau très loin pour les tâches ménagères et s'intoxiquent ».

« Les femmes en Thaïlande ne remplissent pas seulement le rôle traditionnel consistant à s'occuper de la famille et à l'approvisionner, ce sont aussi elles qui nourrissent la communauté, la société et le monde en général. Nous avons souffert, par exemple, du manque d'accès à notre terre. Ce sont les femmes qui sont principalement affectées par le projet du capitalisme ».

« Je viens de Yokohama où un grand nombre de personnes souffrent à cause du tsunami et de l'énergie nucléaire. À 60 km seulement de la ville, il y a une centrale nucléaire et 160 000 personnes doivent être évacuées ».

« Au Bangladesh, le changement climatique affecte un grand nombre de personnes, et en particulier de femmes ».

« Le Bangladesh est le deuxième plus grand exportateur mondial de vêtements. Plus de 5 millions de femmes travaillent sous la coupe d'un système d'exploitation. Elles travaillent dans des conditions précaires et meurent de différentes façons. Récemment, un bâtiment s'est effondré et 1 000 femmes sont mortes ».

6. Féminisme paysan et populaire : actions et défis en théorie et en pratique

- *Francisca Rodríguez, « Pancha », ANAMURI – CLOC - La Via Campesina Amérique du Sud*

Il est bon d'être ici, parce que nous nous reconnaissons nous-mêmes comme actrices politiques, il est important pour nous d'être avec autant de femmes d'Indonésie, dans tant de diversité, c'est précisément cela, la richesse de la Via Campesina. Nous devons célébrer notre participation à cet espace si important et pertinent des femmes des campagnes du monde entier.

Je suis heureuse de cette opportunité de partager avec vous certains des points centraux qui rendent compte de la constitution d'un mouvement fort de femmes des campagnes en Amérique latine, mouvement qui fait partie de la CLOC et par conséquent, de la Via Campesina.

Les 20 ans de la Via Campesina montrent, d'un côté, comment nous avons affronté l'offensive du modèle néolibéral, l'avancée des transnationales dans le domaine agricole, le pillage des ressources naturelles, qui constituent les biens naturels de nos peuples.

Les attaques se font, en général, contre notre biodiversité et contre les peuples autochtones et paysans, les travailleurs et les travailleuses des campagnes qui subissent les pires conséquences de ce système capitaliste et patriarcal.

L'expulsion et la spoliation des terres, la dévalorisation de notre science et de nos connaissances, l'asservissement de notre culture et de notre identité et la transformation de notre travail maraîcher, qui est passé du semis à l'industrie.

Par ailleurs, pendant ces 20 années, le mouvement paysan a grandi et est devenu un acteur très important dans la construction et l'articulation des mouvements sociaux, avec un grand rôle de protagoniste politique dans les résistances sociales et populaires ; s'ajoute à cette lutte la force organisée des femmes, dans tous les domaines. Nous pouvons affirmer avec certitude que nous avons été et sommes les bâtisseuses d'un mouvement continental comme la CLOC et d'un mouvement mondial comme la Via Campesina, qui a mis la lutte pour la souveraineté au centre du combat, pour garantir la souveraineté de nos peuples et par conséquent notre propre souveraineté.

C'est, assurément, l'une des plus grandes forces des 20 ans de la Via Campesina et de la CLOC.

Dans l'élan des luttes de la CLOC- Via Campesina, les femmes d'Amérique latine ont construit une mystique qui reflète le fait que notre lutte n'est plus exclusivement paysanne, mais que c'est une lutte pour changer le système, une lutte pour une nouvelle société.

Nous y occuperions une place égalitaire dans l'action et la direction du mouvement, ainsi que dans la prise de décisions et la construction de politiques publiques pour notre secteur en suivant clairement une approche centrée sur l'égalité entre les sexes.

La parité hommes-femmes, qui est un droit acquis à la Via Campesina après avoir été revendiqué lors de la I^{re} Assemblée mondiale des femmes du Mouvement à Bangalore, en Inde, et ratifié par la III^e Conférence internationale, va dans ce sens. Le défi est d'étendre cette conquête à toutes les sphères de notre société.

Le cheminement des femmes de la CLOC, face au défi de nous redécouvrir et de reconnaître notre place dans l'histoire, nous a montré qu'il était nécessaire de passer d'une commission à une instance qui rendrait notre action politique visible, qui générerait de nouvelles alliances supplémentaires, et qu'il fallait élaborer des propositions politiques, travailler sur l'autonomie, ouvrir de larges voies pour la participation des femmes, en nous reconnaissant, en nous valorisant, en nous respectant dans notre diversité et dans la perspective de donner plus de force à notre mouvement. Ce sont ces convictions essentielles pour la décision de la II^e Assemblée continentale qui nous ont poussées à ne plus être une commission et à devenir une Articulation continentale des femmes des campagnes d'Amérique latine.

Notre Articulation des femmes réunit et permet à deux sphères organisationnelles de s'exprimer. D'un côté, il y a les organisations paysannes spécifiquement féminines, qui furent créées à la fin des années 1990, pour plusieurs d'entre elles en réponse et comme voie alternative pour éviter les obstacles érigés par le poids des comportements machistes des dirigeants, au sein des organisations.

L'autre sphère est constituée de femmes qui font partie des organisations mixtes traditionnelles du mouvement paysan latino-américain, parce qu'elles considèrent que la « lutte » pour l'égalité entre les sexes doit se livrer à partir des espaces où les tensions entre hommes et femmes convergent et se manifestent.

Cela n'a pas posé de problème et ne s'est pas révélé contradictoire, et les défis relevés par l'Articulation des femmes de la CLOC-Via Campesina ont été de taille et présentent cinq caractéristiques importantes :

- 1.- En premier lieu, être capables de nous autonomiser et d'exercer pleinement la parité hommes-femmes sans échouer dans cette tentative, ce qui n'est pas facile.

- 2.- Reconnaître que notre action et notre lutte sont politiques, et que par conséquent, nous sommes des femmes politiques. À partir de là, un pas important pour nous a été de reconnaître la contribution du féminisme aux luttes des femmes et son héritage historique dans la formulation et la construction des propositions politiques pour nos droits et la justice entre les sexes en donnant davantage de contenu à notre mouvement.

- 3.- Troisièmement, obtenir une pleine reconnaissance et une valorisation du rôle fondamental des

femmes, protagonistes dans la réalisation de la souveraineté alimentaire.

4.- Intégrer les nouveaux problèmes qui se posent aux paysannes qui ont déplacé les limites entre le privé et le public. Elles ont quitté le potager familial et les fourneaux pour s'impliquer dans la participation sociale et politique, et elles sont nombreuses à être entrées dans le monde du travail salarié agricole.

5.- Étant donné qu'il s'agit d'un secteur d'une grande diversité aussi bien culturelle que du point de vue de nos activités économiques et même des différentes visions politiques et idéologiques, apprendre à nous respecter et à nous reconnaître dans nos différences légitimes.

Aujourd'hui, le rôle économique des femmes dans les secteurs ruraux est indéniable et ce sont principalement leurs revenus qui permettent à la plupart des foyers ruraux de vivre. C'est dans la petite agriculture, domaine auxquels appartiennent principalement nos pratiques productives, que l'on relève non seulement les résultats les plus convaincants pour la production d'aliments, mais aussi que des modes de vie équilibrés et respectueux de la nature et de la redistribution sont générés.

En général, les enjeux politiques et les revendications du mouvement paysan latino-américain qui proposent un pas en avant dans leurs définitions politiques nous poussent nous aussi à être plus claires dans nos définitions.

Dans ce contexte, à la CLOC, nous avons proposé de lancer un grand débat conduisant à définir quel type de société nous voulons et quel projet politique populaire est nécessaire pour ce grand objectif d'avenir, et nous avons convenu que ce processus doit conduire à ouvrir la voie à une société socialiste sur notre continent.

Ce débat a pour nous une signification particulière et c'est ce que nous avons indiqué lors de notre IV^e Assemblée. En même temps que ce débat, *« les femmes doivent se faire une place pour ne pas rester dans une position secondaire dans le nouveau monde que nous voulons construire »*.

En ayant à l'esprit que le socialisme historique, malgré les avancées qu'il a obtenues, n'a pas, en ce qui concerne les femmes, apporté les réponses nécessaires pour une vraie émancipation des femmes et pour renverser les fondements patriarcaux sur lesquels repose le pouvoir.

***C'est pour cela que notre réponse immédiate a été
« Sans féminisme, pas de socialisme »***

C'est pourquoi la IV^e Assemblée continentale des femmes des campagnes a centré ses débats sur le socialisme et le capitalisme, le patriarcat et la violence et le regard du féminisme sur les femmes des campagnes.

Nous nous sommes proposé d'élaborer une proposition, celle qu'en reprenant des contenus féministes, nous bâtirions un féminisme paysan et populaire, et cette proposition a été validée lors de notre V^e Congrès à Quito, en Équateur, en 2010, et est devenue une résolution de toute la CLOC.

La consigne de la IV^e Assemblée, « *Sans féminisme, pas de socialisme* », a sans aucun doute surpris les hommes et la plupart des camarades du mouvement paysan et du mouvement des femmes en général, puisque du point de vue culturel de notre secteur et des préjugés concernant le féminisme, c'était audacieux pour beaucoup de femmes et une folie pour certains que d'« introduire un concept et une idéologie vues comme étrangers et plutôt diabolisés, parce qu'ils scandalisent le sens commun masculin et patriarcal ».

Il est clair pour nous que cette définition constitue pour beaucoup une proposition subversive, y compris et aussi pour les organisations et les communautés et, il faut le dire, pour beaucoup de nos camarades féminines et en particulier pour nos sœurs autochtones.

Nous l'assumons au sein de notre articulation et nous sommes conscientes que le débat sera long, mais qu'il est déjà ouvert, et qu'il s'agit d'un thème figurant sur l'agenda actuel de la CLOC et dans ses programmes de formation.

D'où sommes-nous parties dans nos débats ?

Nous partons du fondement que le féminisme dans le monde est une construction multidimensionnelle, avec une grande diversité de moments et d'actions et que sa racine est la critique des relations inégales dans les sociétés, ainsi que la recherche d'ouverture pour la participation et la reconnaissance des femmes à tous les niveaux de notre société : économique, politique, social, culturel, etc.

Nous avons donc déterminé progressivement que les structures traditionnelles de pouvoir de la société devraient avoir pour objet d'établir des systèmes de vie et de développement plus intégrés, et être en rupture avec les schémas traditionnels de pensée patriarcale et paternaliste qui conduisent à la victimisation des femmes et à leur rabaissement dans la société, sans que les précieuses capacités que nous possédons ne soient reconnues.

Il ne fait aucun doute que les relations d'oppression vécues par les femmes ont pour fondement matériel la division sexuelle du travail qui s'organise autour de deux principes :

- **La séparation entre le travail des hommes et le travail des femmes**

De cette façon, l'importance du travail est liée au sexe et une immense quantité de travail effectué par les femmes n'est pas prise en compte et n'est valorisée ni socialement ni économiquement. Cependant, en raison de la définition de l'aide ou à celle de l'agriculture familiale, pour beaucoup de femmes de la campagne, il existe des doutes évidents et des lacunes dans l'interprétation.

Ainsi les débats sur le féminisme entre les femmes de la campagne ne sont pas exempts de tensions. Et cela peut certainement aller jusqu'à générer de fortes résistances et des visions opposées.

Il y a déjà eu des organisations paysannes mixtes qui ont explicitement rejeté l'idée de définir le mouvement paysan comme étant féministe, « sous prétexte que cela fragilise les organisations

et leur culture, et que cela porte atteinte au concept de famille ».

C'est ce qui fut même exprimé lors de notre propre congrès avec une lettre de l'une des organisations participantes, dont l'un des paragraphes indiquait « *la vraie révolution socialiste viendra du renforcement de la perspective de la famille et non pas de concepts étrangers et contraires à nos réalités introduits sous la pression et fragilisant nos organisations, nos familles et notre culture* ».

Par ailleurs, cependant, des réponses aux positions conservatrices ont, elles aussi, été exprimées haut et fort, ayant surgi de l'idée que le concept de famille n'est justement pas un concept démocratique, mais un concept hiérarchique, une construction sociale élaborée pour protéger l'inégalité, d'où l'importance d'abriter en notre sein un discours transgresseur sur le féminisme et la catégorie du genre.

Il est évident que ce défi représente un long processus de débat, de réflexions et d'apprentissages puisque nous parlons de constructions de nouvelles identités (l'homme et la femme nouveaux).

En premier lieu, lors de notre Assemblée, nous avons affirmé explicitement que nous luttons pour bâtir un monde socialiste, c'est-à-dire une société juste, égalitaire, et par-dessus tout « souveraine ».

Cela est également lié à notre conception de souveraineté dans le sens le plus large de la définition, de concept à principe, la souveraineté alimentaire. Elle se soutient, se défend et ne se négocie pas (FAO).

Féminisme paysan, populaire, révolutionnaire et identitaire

Le monde actuel est pour les femmes une époque de grande complexité ; nous avons acquis des droits : l'accès au travail rémunéré, une autonomie économique relative, la reconnaissance de la violence comme un délit et une plus grande liberté sexuelle.

Cependant, le capitalisme a transformé ces acquis en marchandises, sur le plan culturel, le partage des responsabilités entre les hommes et les femmes est devenu banal : maintenant les hommes « aident » alors que les femmes travaillent.

Dans la Déclaration finale de notre V^{ème} Congrès, nous avons remarqué qu'en « finir avec le capitalisme est devenu un objectif social et une étape nécessaire à la survie de l'humanité et de la planète ; et cela implique un projet dont les fondements seraient la réforme agraire complète et la souveraineté alimentaire, assurant ainsi une agriculture paysanne, la propriété collective dans les mains des communautés paysannes et des peuples autochtones, la dignité et le Bien vivre pour toutes et pour tous ».

- Pour l'Articulation des femmes de la CLOC, le féminisme sera un outil qui, tout en reconnaissant les différences entre les femmes et les hommes, contribuera à l'intégration par la construction d'un mouvement qui défende l'universalité des droits.

- Le féminisme paysan et populaire que nous demandons, est une proposition subversive et transgressive pour la société, tout comme l'a été la souveraineté alimentaire.
- « Nous voulons lutter afin de partager le pouvoir et l'exercer réellement. Nous avons décidé de tout faire pour la lutte et de ne plus retourner "aux fourneaux". C'est ce qu'exprime le slogan : « *Si la femme reste au foyer, la réforme agraire est vouée à l'échec* ».
- C'est ainsi qu'il faut comprendre la phrase suivante : « *Lorsque nous parlons de féminisme, nous parlons d'une lutte qui engage non seulement les femmes paysannes, mais aussi tous ceux et celles qui sont exploités par la société.* »

Dans le monde actuel, notre déclaration d'autonomie des organisations paysannes et autochtones en appelle à la notion de souveraineté des peuples et trouve son expression dans un continent sans pratique de criminalisation envers les peuples autochtones et les paysans, ni de violences envers les femmes, nous soulignons donc que :

- Les organisations des femmes de la CLOC sont celles qui ont participé le plus activement à la campagne pour la souveraineté alimentaire.
- Notre engagement dans la campagne, la reconnaissance de l'importance de notre participation dans l'agriculture paysanne, spécialement dans la production alimentaire, ont conduit à un développement personnel, une augmentation de notre estime de soi.
- Au niveau du discours, la proposition de souveraineté alimentaire va de pair avec la justice de genre, avec des revendications de la fonction sociale historique de la terre et du rôle tenu par les femmes paysannes, leurs connaissances et leurs savoirs dans le processus créatif de production alimentaire.
- Cela a contribué à une plus grande reconnaissance et à une valorisation des femmes paysannes qui nous poussent à vouloir construire un monde fondé sur la justice, l'égalité des droits et l'exercice d'une liberté complète.
- Mais nous devons également mettre en place des systèmes d'alerte contre les risques de retour vers l'invisibilité qui pèsent sur nous quand les questions sur lesquelles nous avons travaillé atteignent un certain niveau politique, « *par exemple lors de la première étape de campagne sur les semences de La Via Campesina, dans le cycle de reproduction des semences, le travail des femmes a été largement reconnu, pourtant lorsque nous passons à la phase de multiplication des semences, les hommes apparaissent avec une telle notoriété que le rôle des femmes dans le cycle antérieur en devient presque invisible* ».
- A mon avis, l'organisation du féminisme paysan et populaire que nous avons construit avec la proposition de souveraineté alimentaire, exige d'aller au-delà de la simple reconnaissance, afin d'éviter une souveraineté vide de sens.
- La proposition doit mener à une autonomie politique, économique et personnelle des femmes et à un exercice de la liberté qui définisse le projet de vie auquel nous aspirons, qui questionne les mandats sexuels et traditionnels et l'histoire marquée par la subordination.

- L'alimentation doit être la responsabilité de toute la population. La souveraineté alimentaire et la justice de genre nous permettent de réaffirmer les progrès faits dans la reconnaissance de notre rôle, mais en même temps nous devons rester vigilantes devant un possible retour en arrière vers une subordination sexuelle.
- Du point de vue féministe, nous devons garantir le droit de décider de ce que nous voulons produire, comment et pourquoi ; ces décisions doivent être prises dans le respect du genre et dans une pratique équitable du pouvoir et des espaces de prise de décisions. C'est ainsi que sera garantie la participation complète des femmes dans leur communauté et village.

Au niveau du couple, la campagne aborde le problème de la violence sexuelle, réclamant pour les femmes le droit de décider du moment et de la façon de vivre leur sexualité. Plusieurs témoignages pendant la IV^{ème} Assemblée ont démontré que cette question si longtemps secrète sortait de l'ombre, « *Le travail est dur, s'occuper des animaux, aller aux champs, travailler, et les hommes ne comprennent pas que nous soyons fatiguées, nous devons nous soumettre aux obligations du sexe... c'est fini !* »

Je voudrais terminer avec un extrait de la déclaration de la IV^e Assemblée des femmes paysannes de la CLOC qui résume ce processus de reformulation du discours du mouvement des paysannes latino-américaines et qui établit que : « La proposition féministe contribuera à définir les changements socialistes auxquels nous aspirons, pour lesquels nous lutterons jusqu'à ce que les forces du capitalisme et du patriarcat appartiennent au passé. Nous voulons des relations entre êtres humains égaux. Nous voulons construire une convivialité solidaire entre les peuples et les cultures diverses, décolonisées sans machisme ni racisme. Une région et un monde sans violence qu'elle soit sexiste ou patriarcale et avec une réforme agraire complète qui garantisse l'accès des femmes à la terre ».

Sans féminisme, pas de socialisme!

Femmes paysannes qui construisent un féminisme paysan et populaire,

Pour la justice, la vie et l'égalité !



7. Nous avons la parole : Témoignages de paysannes

Ana Paula Tauacale – UNAC – Mozambique - Afrique 1

Je voudrais vous remercier de me donner la possibilité d'être présente parmi vous avec toutes les femmes indonésiennes, j'appartiens à l'UNAC. Dans notre société nous avons de nombreux problèmes, mais il y en a un qui nous touche plus particulièrement : au décès du mari, les femmes sont blâmées, comme si elles ne s'étaient pas bien occupées de lui, alors les biens acquis par le couple leur sont retirés, seuls les enfants restent avec la femme.

Comme je vous l'ai dit, nous sommes même accusées d'avoir tué notre mari. Nous avons d'autres problèmes qui viennent de nos coutumes, nous ne sommes pas respectées bien que nous soyons productrices et que nous décidions de ce que nous voulons produire. Il n'y a pas d'équilibre entre les hommes et les femmes. Les femmes ont une charge de travail plus élevée, mais ce sont les hommes qui ont le pouvoir. Nous essayons de sensibiliser les femmes africaines afin qu'elles s'engagent dans une campagne d'alphabétisation, mais nous nous rendons compte que dans notre société seuls les hommes sont consultés. Les femmes sont mariées jeunes et les parents sont d'accord car la femme va vivre chez son mari, ce qui arrange les parents qui reçoivent de l'argent. Nous sommes une monnaie d'échange, voilà pourquoi nous devons nous marier jeunes, les hommes n'ont pas cette obligation. Nous voulons aussi former les femmes politiquement, car au Mozambique, la femme n'ose pas toujours aller voir un avocat pour porter une accusation, nous voulons que la femme ait le courage de porter ses accusations. Des lois qui aident la famille ont été approuvées mais la mère paysanne ne les connaît pas, il est donc important que les paysannes soient en mesure d'utiliser ces lois qui aident les familles.

Lidia Ruíz - OLT- Paraguay - La Via Campesina Amérique du Sud

Résistance et lutte des femmes d'Amérique. Le processus d'organisation des femmes s'est amorcé en 1988 ; des luttes communes ont assuré sa progression, nous avons contribué au renforcement et à la constitution de la Coordination Latino-Américaine des organisations paysannes, la CLOC, en 1994. Notre continent a connu de nombreuses dictatures dans les années 60, 70 et 80, pendant lesquelles les gouvernements ont persécuté les femmes, pourtant ces femmes ont aussi participé à la résistance et aux luttes. Le rôle des femmes paysannes a été négligé alors que depuis les années 90 nous sommes confrontées aux politiques néolibérales. Ces politiques néolibérales sont imposées par l'impérialisme d'Amérique du Nord et appuyées par la présence de bases militaires dans presque tous les pays, elles défendent les compagnies

transnationales et l'exploitation des ressources naturelles. Les femmes ont participé à la lutte et à la résistance, même lors des coups d'état au Honduras puis au Paraguay. Les offensives impérialistes se font aussi sentir dans les pays dont le gouvernement est plus progressiste comme la Bolivie, le Venezuela, l'Equateur, l'Uruguay, et sont accompagnées de différents types de violence envers les femmes qui défendent leur terre et leur territoire, comme au Honduras et au Guatemala, ainsi que d'une forte discrimination.

Je voudrais souligner la lutte et la résistance des femmes qui a fait avancer ce processus d'organisation de la CLOC aidées par la formation politique et idéologique des écoles pour les femmes où a été développé le slogan : sans féminisme, pas de socialisme. Nous réaffirmons que pour arriver à une société juste et égale, le capitalisme doit être éliminé. Au sein de la CLOC, nous voulons la déroute du capitalisme et la construction du socialisme avec des droits pour les paysans et paysannes, les peuples autochtones et les descendants d'Africains ; nous devons aussi prendre en compte la pluri-culturalité de nos pays dans la construction du féminisme. De nombreuses femmes sont dans la rue, dans les manifestations, se mobilisent pour prendre la terre, elles renforcent les organisations et participent aux espaces politiques. L'Amérique lutte contre le pillage par le capital et par l'impérialisme.

Fatma Shamali – UAWC – Palestine

Je suis venue de loin, du Moyen Orient, pour participer à cette belle conférence et c'est avec grand plaisir et beaucoup de fierté que j'ai écouté les témoignages des femmes de la Via Campesina ; je suis venue vous présenter la situation des femmes dans le monde arabe et plus particulièrement en Palestine.

Vous savez que la Palestine est un État provisoire où Jésus Christ et notre prophète Mohamed sont nés, c'est un pays religieux, ancien.

Le peuple palestinien aime la terre, il y a de belles choses en Palestine mais aussi de grandes tristesses à cause de l'occupation israélienne, car les Israéliens nous volent non seulement la terre, mais aussi notre liberté, ils coupent les oliviers, notre arbre sacré, et nous laissent impuissants à défendre nos terres. Beaucoup de colons sont arrivés dans les nouvelles colonies, ils veulent se défendre et défendre les terres qu'ils ont volées, et créer de nouvelles colonies. En Palestine, la femme est forte, rusée, elle lutte. La femme palestinienne a souvent un fils, un mari ou un frère prisonnier, elle doit donc s'occuper des enfants, de la terre, et lutter pour sa survie. Pourtant en dépit de toutes ces souffrances, une femme palestinienne a réussi à devenir gouverneur, d'autres sont médecins, ingénieurs ou occupent des postes importants.

Je vais vous parler de Ramallah, où j'habite. Il y a un groupe de femmes qui travaillent la terre, pratiquant une économie de subsistance. Le groupe travaille pour se nourrir en vendant certains produits : des conserves, des fromages, des plantes médicinales. Nous avons commencé avec

peu de choses et nous avons demandé de l'aide à l'Union des travailleurs de Palestine et ils nous ont accordé des prêts et aidées. Ils nous ont permis d'acheter une cuisine pour alimenter nos enfants. Des affrontements quotidiens avec les Israéliens détruisent nos jardins et nos champs. Je ne vais pas en parler longuement aujourd'hui car j'aurai l'occasion de le faire demain. Je voulais seulement souligner certaines des difficultés auxquelles nous sommes confrontées au quotidien et que nous ne pouvons résoudre que par un travail en commun. Si nous avons des produits à vendre, nous ne pouvons les envoyer à l'étranger. Nous plantons des semences et quand tout est mûr, Israël agit sur notre marché et les prix baissent à tel point que nous perdons notre récolte. Au moment de récolter les olives, les Israéliens coupent des arbres centenaires ; pour nous l'olive est très importante, c'est un produit qui nous est cher, qui nous fournit de l'huile naturelle ainsi que du savon et des produits médicaux. Et au moment de la moisson, les colons attaquent nos terres et détruisent des champs entiers. Notre vie est faite d'épreuves et de souffrances, mais nous continuons à lutter pour la liberté et la paix, car la paix règne dans le monde sauf en Palestine, nous espérons que vous allez tous nous aider. Nous voudrions vous inviter en Palestine, c'est un très beau pays.

Ilona Drivdal – NBS – Norvège – La Via Campesina Europe

En Europe aussi, la situation est bien différente et je vais me référer à des réunions que nous avons tenues dans la communauté européenne. En Norvège, par exemple, nous sommes peu nombreux à la campagne, la majorité va étudier en ville. Notre organisation est formée de paysans qui vendent leurs produits.

Lorsque nous essayons de définir le mot violence, nous nous rendons compte qu'il couvre de nombreux types de violence : psychologique, physique, et aussi violence sociale dans les foyers et dans les organisations. Il y a une disparité dans l'accès aux ressources. Il arrive que les gouvernements tentent de trouver des solutions à ces problèmes, mais ces solutions ne sont pas actuelles et n'apportent aucune aide. Bien souvent le travail des femmes est invisible, nous devons nous efforcer de le rendre visible. De nombreux migrants arrivent dans notre pays sans connaître leurs droits.

Nous avons conçu un dépliant présentant nos décisions afin de rechercher une coopération avec d'autres groupes et nous avons aussi rédigé et distribué un questionnaire.

Nous avons organisé la réunion suivante à Cáceres en Espagne pendant laquelle nous avons réfléchi au rôle des femmes dans les organisations et dans la société. En 2011 nous avons participé à Nyéléni Europe dans le but de montrer l'importance des femmes dans la souveraineté alimentaire. Nous nous sommes également retrouvées en mars à Saint Jacques de Compostelle pour discuter de la crise financière et de la situation critique dans laquelle l'Europe se trouve à cause de cette crise financière. C'est une crise qui nous touche toutes. Voilà

pourquoi il est important que nous participions à des réseaux mondiaux tels que la Marche mondiale des Femmes. Il est important que la compréhension règne entre les femmes.

Les pays européens, la Norvège par exemple, envoient des ressources aux pays en développement, mais ces ressources n'arrivent pas forcément aux femmes auxquelles elles sont destinées mais vont aider l'agro-négoce. Nous devons être vigilants afin que l'aide au développement aille bien dans la direction d'une plus grande souveraineté alimentaire. Car tous les gouvernements européens et les pays occidentaux sont coupables de l'appauvrissement, de la production d'agro-carburant, de la coupe des arbres, c'est le modèle contre lequel nous luttons.

Nandini Kardahalli Singarigowda – KRRS – Inde – La Via Campesina Asie du Sud

Bonsoir à toutes. Je ne peux pas parler ma langue maternelle, je vais donc vous lire ce que j'ai à vous dire. Je viens de l'Inde, je représente une organisation paysanne, je m'appelle Nandini.

Toute la journée nous avons évoqué les différents problèmes et difficultés auxquels sont confrontées les femmes, ces problèmes présentent certaines similitudes dans tous les pays représentés ici. De fait, il n'y a pas tant de différences. Je vais vous parler des problèmes qui sont plus spécifiques aux femmes paysannes en Inde.

La violence contre les femmes commence dès le moment de la conception. Dans mon pays, en Inde, la valeur des garçons se compte en actif alors que celle des filles se compte en passif. Et cela pour deux raisons : d'abord le coût de la dot pour le mariage et puis la protection de l'honneur des filles qui est une grande responsabilité, et, dans de nombreux cas, est considérée comme une charge. Il en résulte cette plaie sociale que nous nommons féticide féminin ou avortement en fonction du sexe.

Dans les zones rurales, à l'âge de 6 ans, une petite fille commence à travailler dans les champs ou à la maison et n'arrête de travailler qu'à 66 ans. Victimes de discrimination dans l'éducation et, même dans les zones rurales, elles ne sont éduquées que pour trouver un mari employé ou salarié qui ne travaille pas dans les champs, dans la mesure du possible. Ce matin nous avons parlé de la violence domestique, je voudrais vous conter la réalité de mon pays. Dans les zones rurales, la violence domestique est très commune, à tel point que la femme qui peut tolérer le plus de violence dans son foyer gagne le respect des autres. Nous parlons de violences extrêmes qui font que la femme paysanne peut être comparée à une vache dans l'étable. Les femmes qui décident de ne pas assumer leurs responsabilités deviennent la honte de la famille et finiront par être expulsées. Elles se sentent piégées car elles portent sur les épaules la charge de cette responsabilité et si elles deviennent la honte de la famille, elles ne peuvent revenir chez leurs parents. Le sort de leurs enfants dépend du leur, si elles sont expulsées, ils le seront aussi. Le travail d'une femme paysanne commence très tôt, elle travaille dans les champs et doit faire la

cuisine. Elle se lève la première, mais elle mange la dernière. Cela affecte sa santé et cause la malnutrition, voilà pourquoi une femme sur 150 meurt en couche.

Je voudrais maintenant mentionner un autre point important : les femmes sont responsables de planter et de récolter les fruits ainsi que de préparer les repas, néanmoins, elles ne peuvent pas aller au marché et doivent se tenir à l'écart des finances, ce qui fait que tous les membres de la famille dépendent de l'homme ; de cette dépendance vient l'exploitation.

Le dernier problème que je voudrais mentionner sont les suicides dans les campagnes. 150 000 paysans ne trouvent pas d'autre issue, ne sont pas propriétaires de leur terre, doivent lutter pour leur survie. À l'échelle mondiale seulement 1 % des terres appartient aux femmes, c'est la situation dans laquelle vivent les femmes en Asie. Voilà pourquoi j'ai parlé de quelques-uns des nombreux problèmes que nous avons. L'une des solutions, c'est que non seulement les femmes doivent être éduquées, mais qu'elles doivent aussi éduquer les hommes, car la destruction de la famille conduira à la destruction de la société. En éduquant les hommes, nous résolvons la moitié du problème. LVC nous soutient et nous devons continuer vers cet objectif.

8. Bilan politique du travail de la Commission des Femmes

- *Itelvina Masioli – Mouvement des sans Terre du Brésil, MST - La Via Campesina Amérique du Sud*

Camarades, je vais vous présenter le document qui résulte de la construction collective de notre processus en tant que femmes de La Via Campesina, pendant ces 20 dernières années. La Commission de femmes a fait l'effort d'organiser ce document, qui est un document évolutif que chacune pourra compléter dans les régions. Voilà bien la richesse d'une construction collective !

Le chemin parcouru par les femmes en 20 ans est important, avec des avancées, mais aussi avec de nombreux défis qui se dressent devant nous à chaque pas que nous faisons.

Nous avons rencontré des difficultés, et nous ne pouvons prétendre que tout va bien. Nous avons des points forts et des faiblesses auxquelles nous devons faire face afin que les femmes de nos organisations et de La Via Campesina en général, aient plus de force et occupent une place plus importante.

La Participation politique des femmes dans la Via Campesina

Le thème de la participation politique des femmes était déjà présent lors de la 1^{ière} Conférence internationale à Mons en Belgique, au tout début de La Via Campesina.

Tout au long de ces 20 ans, c'est en allant de l'avant que nous avons fait notre chemin, en nous

inspirant des luttes pour la terre, pour la réforme agraire, pour la souveraineté alimentaire, environnementale, énergétique, contre la violence, pour la dignité et pour la liberté. Nous avons ouvert et construit des espaces plaçant le débat sur le genre dans une perspective de classe et de lutte de classes. Dans ce contexte nous avons lancé la Campagne pour mettre fin aux violences faites aux femmes ainsi que beaucoup d'autres actions et luttes.

Dans le processus historique de la construction de LVC, la participation des femmes et le renforcement de leur organisation ont constitué des défis permanents. Voilà pourquoi, alors que nous célébrons ces 20 ans, nous devons mentionner avec force le rôle des femmes dans la construction du mouvement. Il est certain quand dans ce parcours historique, il y a matière à célébration, cependant, nous devons aussi en tirer un bilan qui nous permette d'améliorer notre organisation politique, qui éclaire la période historique dans laquelle nous vivons et qui nous donne la conviction que tous les défis doivent être assumés par tous et toutes.

Nous voulons faire un exercice d'introspection dans notre processus politique et organisationnel en tant que Commission internationale de femmes – CIF – et projeter nos défis dans les prochaines étapes.

I. Bilan Politique

- Pendant ces dernières vingt années, beaucoup de choses ont changé dans le monde paysan, pour le meilleur et pour le pire.
- L'offensive du modèle néolibéral avec l'avancée des transnationales, la multinationalisation du capital en agriculture, le pillage des biens naturels et de notre biodiversité, l'expulsion des paysans et paysannes de la terre, la dévalorisation de nos connaissances, entre autres.
- Voici, en gros, les éléments-clés de ce processus qui prétend, à tort, moderniser le monde agraire et dont les conséquences se font sentir sur les paysans et paysannes du Sud et sur les institutions publiques en milieu rural. L'ambivalence de ce processus peut être illustrée par l'intervention de l'État dans la distribution des terres, la réforme agraire, puis l'arrivée de capitaux urbains et étrangers dans l'agriculture et, pourquoi le cacher, tant de projets et de programmes de nombreuses ONG qui pensent encore que le capitalisme peut s'humaniser.
- D'un autre côté, pendant ces 20 ans, le mouvement paysan a pris de l'ampleur pour devenir un acteur important dans la construction des mouvements sociaux et des résistances sociales et populaires, jouant un rôle politique de plus en plus significatif. En 20 ans, nous avons construit un mouvement mondial tel que LVC.
- Nous pouvons aussi affirmer sans nous tromper que l'organisation et le rôle joué par les femmes ont contribué aux forces et aux énergies du mouvement, nous avons changé la face du mouvement paysan mondial, et cela est un des points forts de ces 20 dernières années.
- Nous avons réussi à faire adopter des luttes qui étaient exclusivement paysannes à une partie plus importante de la société : les luttes pour la souveraineté alimentaire, pour la terre, pour la

réforme agraire, pour la défense des semences autochtones, pour les marchés locaux, pour la récupération de notre culture, de nos valeurs et de notre spiritualité. Les « mysticas » des femmes ont largement contribué à ce phénomène.

- Nous avons aussi mis en exergue le rôle économique inégalable joué par les femmes dans les zones rurales, car c'est le revenu de la femme qui fait vivre le foyer. C'est dans le cadre de l'agriculture paysanne à petite échelle que s'inscrivent les pratiques productives des femmes ainsi que la plus grande partie de la production agro-écologique, c'est aussi le cadre d'un mode de vie équilibré en harmonie avec la nature et avec une redistribution équitable.

II. Commission internationale des Femmes – CIF

- Tout au long de ces 20 années, la participation politique des femmes a été un défi permanent pour LVC. L'organisation de la Commission a créé une pression interne pour faire progresser l'ensemble du mouvement, pour susciter des discussions sur l'oppression de classe, de genre et en même temps garantir l'application des définitions.

- La Commission de Femmes rassemble et donne la parole à deux sphères d'organisations : les organisations paysannes et autochtones de femmes et les femmes qui appartiennent à des mouvements mixtes.

- Dès la première conférence internationale de LVC à Mons en Belgique en 1993, les femmes ont pris une part active aux discussions, bien que dans une moindre mesure. Quelques camarades ont, en illustrant le débat par leurs expériences, introduit le débat sur le genre et sur la participation des femmes, en présentant cela comme un défi et une nécessité pour le mouvement.

- Dans la construction du mouvement, nous avons revendiqué notre appartenance à un genre et à une classe. Nous avons placé toutes nos énergies dans la construction du mouvement aux niveaux national, régional, continental et international.

- Nous avons utilisé les expériences politiques et organisationnelles acquises dans nos organisations de base, comme par exemple dans la Coordination latino-américaine rurale, la CLOC, ainsi que les alliances de classe formées avec des femmes d'autres secteurs. Nous avons créé des espaces de rencontres, de débats, de réflexions, d'actions, élaboré des séminaires, des stages de formation, produit du matériel, défini des lignes politiques et des actions dans le but de réunir les conditions nécessaires et objectives à la participation égalitaire des femmes, des jeunes et des hommes à l'ensemble de LVC.



III. Nos assemblées

- Nous sommes convaincues que l'espace politique de nos assemblées a une importance cruciale : c'est un espace d'analyse, d'étude, d'évaluation de prise de décisions, d'élaboration du plan d'action, de développement de la sororité, de renforcement de nos luttes et de l'organisation au niveau international.
- Les assemblées font partie de la conférence, les définitions politiques et organisationnelles doivent donc être ratifiées et adoptées par la conférence. Ce faisant, ces définitions sont aussi adoptées par l'ensemble du mouvement.
- La I^{ère} Assemblée et la III^e Conférence internationale de LVC ont constitué le moment historique de l'adoption de la parité de genre avec une participation de 50 % des femmes dans toutes les activités, dans le Comité de coordination internationale (CCI) et toutes les structures de LVC.
- Ces décisions politiques ont permis de garantir, dans tous les espaces de prise de décisions de LVC, la parité hommes-femmes, faisant valoir nos droits et nos capacités et justifiant tous les efforts faits pour faire appliquer cette décision.
- Une participation égale pose de nombreux défis, mais nous avons conquis des espaces, et les définitions et lignes politiques établissent des objectifs que l'ensemble du mouvement doit atteindre, et suscitent également une nouvelle forme de débat interne sur la participation.
- Lors de la II^{ème} Assemblée à São Paulo, au Brésil, en 2004, nous nous sommes nommées II^{ème} Assemblée des Femmes rurales avec le slogan suivant : « **Organisons la lutte, la terre, les aliments, dans la dignité et la vie ! Globalisons la lutte, globalisons l'espoir !** ».
- Nous avons discuté de thèmes tels que la diversité de nos secteurs, la solidarité et l'engagement dans la lutte contre l'impérialisme et le patriarcat ; nous avons réaffirmé notre appartenance à la terre avec notre espace naturel de vie et nos cultures diverses ; nous proclamons le rôle que nous avons tenu dans la découverte historique de l'agriculture, dans le maintien de la terre et des semences, dans la création de savoirs médicaux et dans la préservation de la biodiversité. Nous faisons face aux menaces que le libre-échange fait peser sur notre autonomie, nos savoirs et nos connaissances. Nous refusons l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et sa vision mercantile de l'agriculture. Nous affirmons que nos luttes servent à créer une société fondée sur la justice et l'égalité, dans le respect des droits humains ; nous dénonçons la militarisation des campagnes, la criminalisation des manifestations sociales, l'imposition des bases militaires, l'invasion et l'occupation des peuples qui causent la mort, la destruction, la violence et portent atteinte aux droits des femmes et à la souveraineté des peuples. En tant que femmes nous **exigeons** le respect de tous nos droits, nous refusons le système patriarcal et toutes ses expressions discriminatoires ; nous réaffirmons notre complète participation citoyenne. Nous exigeons le respect de notre droit de vivre dans la dignité, le respect de nos droits sexuels et reproductifs ; l'application immédiate de mesures pour éliminer

toute forme de violence faite aux femmes qu'elle soit physique, sexuelle, verbale ou psychologique ; tout comme nous exigeons l'élimination des pratiques féminicides qui persistent encore.

- Lors de la III^{ème} Asssemblée, nous nous sommes nommées III^{ème} Asssemblée des Femmes de la Via Campesina, qui a eu lieu à Matola, au Mozambique, en octobre 2008.

- Notre réflexion a porté sur la lutte des femmes contre la violence, et la défense de leurs droits, leurs territoires et leurs cultures depuis la colonisation. Nous avons établi un parallèle avec les tentatives de colonisation de notre esprit, de notre vie ; nous réclamons le respect de nos droits ; nous réaffirmons notre lutte contre le système capitaliste, patriarcal, et toutes ses manifestations. Nous dénonçons le fait que les migrations des femmes sont liées à l'appauvrissement, à la violence sociale, économique et de genre qui règnent dans les campagnes. Nous réaffirmons que le système capitaliste, patriarcal et son modèle néolibéral et machiste alimentent les situations de violence envers les femmes et les filles des zones rurales.

- Il est important de rappeler que lors de la III^{ème} Assemblée et la V^{ème} Conférence, nous avons lancé mondialement la Campagne « mettre fin aux violences faites aux femmes », nous avons déterminé que ce ne serait pas une campagne des femmes seules mais qu'elle doit être prise en charge par tous et toutes, contribuant ainsi à mener une offensive contre la culture patriarcale.

- Nos assemblées ont reflété notre maturité politique et le processus politique et organisationnel que nous construisons depuis 20 ans.

- 2013 - la V^{ème} Assemblée est le résultat du processus collectif engagé en 2011 à Berder en France pendant la conférence de mi-mandat : un processus de réflexion sur nos propres limites et les défis posés par la prochaine étape.

IV. Le chemin parcouru : affirmations

- Pendant toutes ces années nous avons essayé de participer à des événements différents, à des mobilisations avec d'autres secteurs, nous nous sommes engagées dans des réflexions dans divers espaces, nous avons rédigé des déclarations qui transmettent nos idéaux, nos propositions et les réalités dans lesquelles nous vivons.

- 2003 - Nous avons participé au III^{ème} Forum social mondial, où nous avons analysé le contexte politique du moment ; nous avons réaffirmé notre engagement dans les luttes en soulignant que « nous renforcerons la formation des femmes inspirées par la solidarité, la liberté et l'engagement dans la lutte de libération de nos peuples ».

- 2007 – Nyéléni - le Forum mondial pour la souveraineté alimentaire, notre participation et nos propositions pour faire avancer la lutte pour la souveraineté alimentaire ont été fortes.

- Le document d'évaluation de la V^{ème} Conférence mentionne les femmes : « Les femmes de LVC ont organisé une conférence importante sur les droits des femmes qui s'est tenue en Galice (Espagne), elles ont pris la direction de certaines actions de grande envergure telle que la

manifestation contre Aracruz Celulose en 2006, contre les plantations d'eucalyptus à Aracruz au Brésil. Les femmes de La Via Campesina ont renforcé leur organisation dans toutes les régions. Cela constitue des étapes importantes vers une complète participation des femmes au sein de nos organisations. » « Les femmes jouent un rôle important dans la production alimentaire et dans la prise de décisions : La Via Campesina veut que les droits des femmes soient reconnus et respectés dans leur totalité. Les femmes devraient donc avoir un accès égal aux ressources productives. Nous voulons aussi arriver à une participation totale et égalitaire des femmes à tous les niveaux et dans tous les espaces de prise de décision ».

– 2009 - Forum Social Mondial à Belem do Para au Brésil – Nous avons participé à l'Assemblée des femmes venant de plusieurs parties du monde, voici un extrait de la déclaration : « Nous exprimons notre solidarité avec les femmes qui vivent dans des régions affectées par des conflits armés. Nous ajoutons nos voix à celles des femmes d'Haïti et nous rejetons la violence des forces d'occupation. Nous exprimons notre solidarité avec les Colombiennes, avec les Congolaises et tant d'autres qui résistent au quotidien à la violence des groupes militaires et des milices armées engagées dans des conflits. Nous exprimons notre solidarité avec les femmes irakiennes qui subissent la violence de l'occupation armée d'Amérique du Nord. Nous nous solidarisons spécialement avec les luttes et la résistance des femmes palestiniennes. (...) Pour elles et pour nous toutes, nous continuerons à nous engager dans la construction d'un mouvement féministe qui soit une force politique anti-hégémonique et un instrument que les femmes utilisent pour transformer leur vie et nos sociétés ; un mouvement qui soutient et renforce l'auto-organisation des femmes, le dialogue et l'organisation des luttes des mouvements sociaux ».

- En 2009, également, dans le cadre de la réunion de la Commission des Femmes à Séoul, en Corée du Sud, dans la déclaration à l'occasion du 8 mars, nous avons réaffirmé que : « **Nous continuons à lutter pour changer le monde patriarcal et capitaliste, nous réclamons notre droit à vivre dans la dignité, sans violence et le respect de nos droits sexuels et reproductifs, nous luttons pour la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne qui offrent des alternatives aux crises alimentaire et climatique** ; Nous exigeons une réforme agraire complète et le respect de la biodiversité ». Dans cette réunion nous avons discuté et défini que nous devrions « **renforcer l'organisation et la lutte des femmes pour l'émancipation**, rechercher l'égalité des sexes et la participation des femmes dans tous les espaces de prise de décisions, mettre en œuvre la parité des genres dans nos organisations, mettre fin à toutes formes de violence faites aux femmes, construire une société mondiale dans la justice et l'égalité ». Notre slogan était : « Souveraineté alimentaire maintenant ; avec la lutte et l'égalité des peuples. Globalisons la lutte, globalisons l'espoir ».

- En 2010 s'est tenue la IV^{ème} Assemblée des femmes paysannes de la CLOC– LVC. Voici un court extrait de la déclaration qui résume le débat politique des paysannes latino-américaines : « Le féminisme que nous allons construire contribuera à définir les changements socialistes que nous appelons de nos vœux et pour lesquels nous luttons afin que les forces capitalistes et patriarcales appartiennent au passé. Nous voulons que les relations entre êtres humains soient

fondées sur l'égalité. Nous voulons que convivialité et solidarité règnent entre les peuples, et les diverses cultures, décolonisées, sans machisme ni racisme. Un monde libre de toute manifestation de violence qu'elle soit sexiste ou patriarcale et avec une réforme agraire complète qui garantisse aux femmes un accès à la terre. »

- En 2010 à Maputo, au Mozambique, nous avons organisé un séminaire important en coordination avec la Marche Mondiale des Femmes, entre autres organisations, pendant lequel nous avons élaboré des stratégies communes à nos mouvements afin de renforcer la lutte des femmes paysannes pour la souveraineté alimentaire et contre la violence faite aux femmes, et afin de renforcer la capacité des femmes dirigeantes en Afrique et en Asie. Nous avons approfondi nos discussions sur des thèmes liés à la souveraineté alimentaire, la violence faite aux femmes et le changement climatique.

- En 2012, lors de notre déclaration du 8 mars, nous avons décidé qu'au lieu de célébrer nos progrès, nous allions honorer la mémoire des femmes travailleuses rurales et urbaines et réaffirmer notre engagement de lutte contre le système capitaliste et patriarcal afin d'arriver à une égalité d'opportunités et de droits. Nous nous sommes rendues compte également que bien que « les femmes produisent 80 % des denrées alimentaires, elles ne sont propriétaires que de 2 % des terres ». Notre slogan était : La Via Campesina dit qu'il faut mettre fin aux violences faites aux femmes ! Femmes en lutte contre les multinationales alimentaires et les produits agricoles toxiques et en soutien à la souveraineté alimentaire, environnementale, la santé et la souveraineté des femmes ! »

- En 2012, également, le 25 novembre, nous avons lancé notre déclaration « Mettre fin aux violences faites aux femmes » et nous avons convoqué une **Journée de lutte internationale contre la violence faite aux femmes.**

- Pendant cette période nous avons organisé **nombre de réunions, séminaires, stages de formations** ; Nous avons donc pu constater un meilleur suivi lors de la formation et de l'organisation. À partir de 2011, les activités de formation des femmes et des jeunes ont été renforcées.

- Pour terminer, nous voudrions rappeler que, dans le cadre du séminaire sur les politiques publiques à Mexico en septembre 2012, la Commission des Femmes a décidé à l'unanimité de déposer une plainte devant l'organisation interne de LVC, afin de souligner notre indignation devant la violation du principe de parité dans l'organisation du séminaire. Nous pensons qu'il est impardonnable qu'à la veille du vingtième anniversaire de LVC, et compte tenu de tous les apports des femmes dans la construction de ce grand mouvement international, de tels manquements aient encore lieu ; nous n'avons pu le passer sous silence. Nous avons manifesté notre réprobation en refusant de faciliter les réunions et d'organiser les « mysticas » : tâches considérées comme « moins importantes », nous avons organisé une journée de silence en soulignant le caractère politique de notre réaction. Puis nous avons organisé une journée de travail et nous avons partagé les résultats du débat sur les politiques publiques. Nous sommes certaines de la pertinence de cette réaction qui nous a mené à une réflexion collective sur

l'oppression, le machisme, le patriarcat, et plus que tout, la nécessité de faire progresser au sein de La Via Campesina, la conscience des genres, en respectant et encourageant le rôle et la participation politique des femmes.

V- Les étapes futures dans l'organisation des Mouvements de Femmes

- Depuis 2009, nous nous sommes engagées dans un processus d'évaluation de notre mode d'organisation interne.
- Cette évaluation nous a menées à constater qu'en dépit des progrès effectués, la Commission internationales des Femmes, en tant qu'outil d'organisation et de communication avait été, récemment, quelque peu désorganisée et que le modèle de coordination ne fonctionnait pas. Nous devons améliorer la qualité de notre organisation à l'avenir.

VII- Passage d'une commission des femmes à une articulation internationale des femmes de La Via Campesina

- Il ne s'agit pas uniquement d'un changement de termes, mais plutôt de mettre en avant les intentions politiques dans le processus d'articulation, d'organisation au sein de La Via Campesina. Les femmes ne sont pas une petite partie ou une thématique dans le mouvement, mais un tout. Pour nous, ce changement va nous permettre d'affronter les nombreux défis à venir. Lors de la V^{ème} Assemblée, nous approfondirons ce thème et prendrons des décisions.
- L'articulation fonctionnera avec les femmes du CCI plus une femme de chaque région nommée par la région. Le collectif décidera de la région qui assumera la tâche de coordination de l'Articulation avec un appui technique et militant.
- De plus, chaque région doit organiser un collectif de femmes dirigeantes afin de rassembler les nombreuses tâches politiques et organisationnelles de la région et assurer la coordination avec le niveau international.

VIII- Défis

- Garantir une complète parité hommes-femmes au niveau international, mais également dans les organisations membres ;
- Reconnaître que notre action est une action politique, que nous sommes donc des femmes politiques, et nous avons franchi une étape importante en reconnaissant l'apport que le féminisme nous a légué en donnant un contenu à la construction de notre mouvement ;
- Arriver à une reconnaissance complète et une valorisation du rôle fondamental que nous jouons dans l'exercice de la souveraineté alimentaire ;
- Intégrer les nouveaux problèmes qui se présentent aux paysannes, en dépassant les limites entre le privé et le publique. Sortir du foyer pour participer au travail salarié agricole ;
- Faciliter une communication plus fluide entre la commission et les régions ;

- Développer, à moyen et long terme, des stratégies d'articulation, d'organisation, de formation et de luttes dans toutes les régions et au niveau international ;
- Continuer à nous approprier et à construire le débat théorique et pratique du féminisme paysan et populaire ;
- Approfondir les discussions sur les difficultés à concilier dans ces temps de crises : vie familiale, travail productif de survie et militantisme politique ;
- Encourager la création d'espaces internes de débats, de solidarité et de confiance ;
- Avancer dans la construction d'alliances de classe avec d'autres secteurs.



IX – Lignes générales pour le plan d'action 2013- 2017

- Dans chaque région/pays, prêter attention aux politiques d'ajustement du capital, car nous sommes victimes d'une offensive qui nous fait perdre des droits acquis. Nous devons inclure d'autres secteurs dans nos luttes contre ces politiques ;
- Créer des collectifs de coordination dans chaque région ;
- Encourager des actions contre les transnationales, l'accaparement des terres, l'exploitation minière et toutes formes de violence ;
- Convoquer et organiser 2 journées de lutte internationale : le 8 mars et le 25 novembre ;
- Renforcer les processus de formation/éducation/communication dans toutes les régions ;

- Rendre possible une meilleure visibilité et une meilleure organisation de la campagne : Mettre fin aux violences faites aux femmes ;
- Encourager les échanges ;
- Produire du matériel : vidéos, posters, documents et autres outils de communication afin de promouvoir le débat politique et la formation.

Vive la V^{ème} Assemblée Internationale des Femmes de la Via Campesina !



- **Josie Riffaud – Confédération Paysanne – France - La Via Campesina Europe**

Il est très important de savoir que nous parlons de féminisme au sein de La Via Campesina, rien que cela, c'est un grand pas en avant. Il s'agit d'une lutte qu'il est difficile d'assumer au niveau individuel, ainsi qu'au sein de nos familles. Ce n'est pas facile !

Nous avons entendu hier différentes histoires de vie, d'Amérique, d'Afrique, d'Europe et surtout de Nandini, d'Inde. Ce n'est que par la solidarité, avec une réflexion collective sur ces thèmes, que nous pourrons avancer.

Mais pour y arriver nous devons changer notre façon de penser. Nous devons nous assurer que les hommes commencent à penser nos relations de manière différente. Une sœur d'Indonésie a dit hier : « Nous devons construire les choses de manière différente ». Ou bien construire sur les

bases que nous avons ; nous ne considérons pas la tradition ou la religion comme mauvaises, mais notre évaluation nous a démontré que nous devons lutter contre la mentalité patriarcale afin de la changer.

La tâche que La Via Campesina a entreprise est de grande importance car elle a permis que nous portions ce débat dans nos organisations. Il n'est pas toujours facile de le mettre à l'ordre du jour. Mais quand la demande se fait plus pressante, chaque organisation doit discuter de ce thème collectivement. Nous avons ainsi réussi à mettre en marche un travail sur l'égalité des sexes, bien que parfois les résultats ne soient pas tangibles.

Nous devons, par exemple, assumer que ce qui passe dans nos foyers, se passe aussi à d'autres niveaux. Un de nos problèmes majeurs à nous, les femmes, est que nous avons tendance à ne pas exiger nos propres espaces. Nous devons faire un effort pour être plus visibles. Cela demandera de gros efforts et ira à l'encontre de ce qui nous a été inculqué depuis l'enfance. Notre plus grande responsabilité sera donc d'enseigner à nos filles à réagir contre cela.

Les femmes doivent travailler de manière transversale plutôt que de former un groupe. Il s'agit donc d'une nouvelle étape dans notre organisation collective, dans notre processus de travail.

Il faut noter aussi certains problèmes dans notre fonctionnement, dans notre organisation. Nous ne répondons pas aux différentes demandes, ce qui est compréhensible vu que toutes les femmes ne disposent pas d'un accès à internet ; il est donc important que nous nous réunissions, que nous nous rassemblions pour construire collectivement.

En conclusion, je voudrais souligner que la lutte que nous avons entreprise est un projet à long terme. Nous ne faisons pas bouger les structures directement, nous avons des hauts et des bas, mais nous devons maintenir notre lutte afin de créer un monde meilleur pour nos filles et nos fils.

9. Campagne internationale pour mettre fin aux violences faites aux femmes

- **Juana Ferrer – CONAMUCA – République Dominicaine - La Via Campesina Caraïbes**
Responsable Politique de la Campagne internationale pour mettre fin aux violences faites aux femmes

La Campagne mondiale pour mettre fin aux violences faites aux femmes organisée par La Via Campesina, est l'une des plus osées et des plus difficiles que nous ayons menées. Mais il est aussi certain que c'est l'une des plus nécessaires à la construction du mouvement, car c'est de la défense de nos droits dont il est question.

Les formations organisées dans le cadre de cette campagne nous ont permis de sensibiliser, mobiliser et développer des alliances dans presque tous les pays du monde où La Via Campesina est présente. Nous allons reprendre les propositions et les défis qui ont occupé nos débats et motivé notre lutte pour faire progresser nos stratégies.

Nous devons élaborer un plan d'action afin d'assurer le suivi de cette campagne dans les sphères nationales et internationales telles que nous les avons définies. Chaque pays pourra utiliser la campagne pour dénoncer la violence exercée par le capitalisme et le patriarcat sur nous, les femmes.

Les raisons de la Campagne internationale pour mettre fin aux violences faites aux femmes

Les femmes constituent une partie déterminante de La Via Campesina et ce, depuis la naissance du mouvement. Si nous ne vainquons pas la violence à l'intérieur du mouvement, nos luttes ne pourront pas avancer, si nous ne construisons pas de nouvelles relations entre les sexes, nous ne pourrons pas construire une nouvelle société. Déclaration de la V^{ème} Conférence, Maputo, 2008.

Objectifs de la campagne

- Dénoncer et s'opposer à toute forme de violence exercée sur les femmes dans les milieux ruraux dans tous les pays, et en même temps mettre en évidence la violence faite aux femmes des classes ouvrières.
- Décomposer les causes de la violence faite aux femmes et montrer comment cette violence est structurelle dans une société néolibérale et patriarcale.
- Renforcer l'organisation et la lutte des femmes pour l'émancipation et faire avancer l'égalité des sexes et la participation des femmes dans tous les espaces de pouvoir.
- Consolider les alliances entre les groupes, les mouvements, les personnes qui sont disposés à adopter cette campagne et à en faire un étendard de lutte.
- Faire pression sur les gouvernements afin qu'ils se conforment aux accords et aux traités internationaux qui luttent contre toutes formes de discrimination et de violences faites aux femmes.

Lignes d'action pour faire avancer le développement de la Campagne internationale pour mettre fin aux violences faites aux femmes.

1. Nous avons lancé et développé la campagne dans certains pays où LVC est présente afin qu'au sein des organisations qui composent le mouvement, hommes et femmes commencent à lutter contre cette violence.
2. Dans chaque pays, un plan d'action doit être élaboré et mis en œuvre.
3. Chaque pays doit utiliser les moyens dont il dispose pour promouvoir la campagne et dénoncer les actions de violence contre les femmes.
4. Développer des tribunaux pour légiférer en cas de violence.
5. Nous devons reprendre l'analyse au sein des organisations afin d'identifier les violences existantes et les remèdes à ces situations.
6. Organiser une équipe de communication pour la campagne au niveau international avec des points de contact dans chaque continent.
7. S'assurer que le thème de la violence est compris dans chaque espace de formation.
8. Promouvoir des alliances avec des femmes d'autres secteurs et d'autres mouvements sociaux dans le but d'organiser des actions communes de lutte contre la violence faite aux

femmes.

9. Produire du matériel de formation et de sensibilisation qui soit disponible, autant pour nos organisations que pour d'autres moyens de communication, pour des écoles et des centres de travail.
10. Élaborer un document qui mette en évidence les progrès de la Campagne pour mettre fin aux violences faites aux femmes rurales au niveau mondial, illustré par des statistiques relatives aux différentes formes de violence.
11. Il a été décidé que les dates du 8 mars – « Journée internationale de la femme » - et du 25 novembre – « Journée internationale de la lutte pour la non-violence » - seront des journées de lutte simultanée dans tous les pays.
12. Approfondir la discussion sur le féminisme paysan et populaire au sein de nos organisations pour faire avancer la défense de nos droits.

« Nous, toutes et tous, femmes et hommes de La Via Campesina, nous nous engageons, de manière responsable, à construire de nouvelles et de meilleures relations humaines entre nous, c'est une partie inhérente de la construction de la nouvelle société à laquelle nous aspirons. À cette fin, lors de la V^{ème} conférence, nous prenons la décision de briser le silence et de lancer la campagne au sein de La Via Campesina ».

- **Elizabeth Mpofu – ZIMSOFF – Zimbabwe – Afrique 1**
Coordinatrice de la Via Campesina Internationale

Bonjour, camarades, femmes et hommes. Nous sommes tous-tes conscients-tes de ce dont nous parlons lorsque nous voulons mettre fin aux violences faites aux femmes. Hier nous avons passé un bon moment à discuter des défis qui se dressent devant nous, les femmes.

Dans le continent africain, nous devons faire face à l'accaparement de nos terres, nos stratégies de mobilisations sensibilisent autant les hommes que les femmes. Mais il faut noter aussi que la formation des femmes seules n'est pas suffisante, les hommes doivent aussi participer car il s'agit de problèmes structureaux.

Dans ces exercices de renforcement de capacités, les femmes apprennent à connaître leurs droits, à protéger leurs semences et les ressources naturelles.

Nous encourageons aussi la participation de nos jeunes qui nous aident pour ce qui a trait aux technologies de la communication. La majorité d'entre nous n'ayant pas eu accès à l'école, nous ne connaissons pas les nouveaux outils de communication, nos jeunes sont donc ici pour nous aider.

Nous devons aussi en savoir plus sur les politiques de notre pays. Comme Juana nous l'a dit, deux dates sont importantes : le 8 mars et le 25 novembre, et en Afrique aussi nous participons à ces activités.

Nous avons aussi nos organisations de femmes rurales régionales. En tant que femmes rurales africaines de La Via Campesina, nous jouons notre rôle. Au niveau local, nous invitons nos dirigeants locaux aux réunions afin de discuter des problèmes de la terre.

Nous savons aussi que le droit d'hériter de la terre à la mort de notre mari nous est refusé. Les traditions politiques sont un obstacle à l'héritage. Avec nos stratégies nous développons des

slogans, « les femmes sont capables », pour réaffirmer le fait que les femmes peuvent se dresser, lutter et obtenir gain de cause.

- **Mazdalifah – Indonésie - La Via Campesina Asie de l'Est et du Sud-Est**

La violence contre les femmes est devenue une question importante car de nombreuses femmes du monde entier ont commencé à s'y opposer. Cette campagne veut éliminer la violence faite aux femmes. Nos journées de lutte sont le 25 novembre : journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, et le 10 décembre : journée internationale des droits humains.

Les femmes asiatiques sont confrontées à cette malheureuse situation. Victimes de la pauvreté, elles assument la charge économique de la famille. Bronstein (1982) a dit que les femmes des familles pauvres souffrent d'un triple fléau ; d'abord la lutte en tant que citoyenne sans éducation, deuxièmement, la lutte en tant que paysanne vivant dans la pauvreté, et troisièmement la lutte d'une minorité dans un monde dominé par les hommes. Cela rend les femmes plus vulnérables à la violence, une violence provenant de la famille même ou de l'entourage.

Les femmes jouent un rôle-clé dans la famille, dans l'amélioration des ressources, dans l'éducation des enfants. Dans le secteur économique, les femmes poussent à la croissance industrielle et aident à augmenter les revenus familiaux. Les femmes sont vues comme une ressource potentielle et on s'attend à ce que les femmes participent au développement.



Qu'est-ce que la violence faite aux femmes ?

Le mot violence renvoie à une situation douloureuse, d'abus et provoque des effets négatifs. Pourtant, la majorité des personnes entendent la violence comme une forme d'action agressive, une voix forte, et un comportement cruel. Une conduite non répressive ne compte pas comme forme de violence. La violence, c'est tous les comportements autant verbaux que non verbaux de la part d'une personne ou d'un groupe de personnes à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes qui a des effets physiques ou émotionnels négatifs et qui changent ces personnes en cible.

Une définition plus spécifique de la violence faite aux femmes est mentionnée dans la Déclaration des Nations Unies de 1993, ce terme « désigne tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou des souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée. » (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique)

En nous fondant sur le paragraphe précédent nous pouvons classer la violence faite aux femmes sous différentes formes :

1. La violence physique
2. La violence sexuelle
3. La violence psychologique
4. La violence économique
5. La violence politique

Ces formes de violence dont souffrent les femmes se retrouvent dans tous les domaines : le foyer, l'école, le lieu de travail ou tout autre espace public.

La situation de violence faite aux femmes en Asie

Dans de nombreux pays, la violence faite aux femmes est considérée comme normale. Selon l'OMS, il y a 1,6 milliards de cas de violence envers les femmes chaque année, c'est un chiffre considérable. La violence domestique qui a lieu dans la maison ou au sein de la famille est une forme commune de violence. Elle affecte les femmes quel que soit leur âge, leur éducation ou leur situation économique. Les femmes des pays en développement ou des pays occidentaux sont aussi parmi les victimes.

Dina Sulaiman a déclaré, dans son article intitulé « La femme en tant que pionnière de la Révolution », que la condition de la femme tant dans les pays occidentaux que dans les pays de l'Est est très préoccupante. En Asie et dans les pays du Pacifique, 30 à 40 % des travailleuses ont souffert de violences sexuelles sur leur lieu de travail, ainsi que de violences verbales et physiques.

Les résultats d'une étude effectuée par la Fondation Thomson Reuters en Inde mettent en exergue le mauvais classement du pays à cause de la fréquence des mariages précoces, de la violence domestique, particulièrement pour les femmes de familles pauvres. Le Parlement de l'Inde vient d'approuver une nouvelle loi de protection des femmes contre les violences

sexuelles, en réaction au viol d'une étudiante dans un autobus de Delhi en décembre 2012 et au viol de touristes suisses en mai 2013.

Dans d'autres pays, tel que le Pakistan, la question de la violence faite aux femmes ne reçoit aucune attention. Il n'y a pas de loi contre la violence domestique. La culture traditionnelle et l'inefficacité du pouvoir judiciaire font que le problème de la violence faite aux femmes n'a pas de solution.

La situation n'est pas bien différente en Thaïlande. Dans ce pays de nombreuses femmes très jeunes travaillent sans une protection sociale complète. Elles sont souvent victimes de violences économiques, ne recevant que des salaires de misère auxquels s'ajoutent des violences sexuelles sur leur lieu de travail. Dans le sud de la Thaïlande, beaucoup de femmes ont été victimes du conflit, sans toutefois recevoir de compensation de l'État.

Selon une enquête nationale réalisée en Chine, des cas de violence domestique se produisent dans près de 270 millions de foyer. Lors d'une enquête réalisée par l'Institut chinois sur les Droits de Gansu, Hunan et Zhejiang ont constaté des cas de violences domestiques dans un tiers des familles et 85 % de ces violences affectaient les femmes. La situation au Japon est la même que dans les autres pays, mais le nombre de dénonciations est en augmentation. En 2007, il y a eu 20 992 cas de dénonciation de violence, la majorité de la part des femmes.

La Campagne : un effort pour mettre fin à la violence faite aux femmes

Les violences décrites précédemment nous donnent une idée de la violence dont souffrent les femmes dans plusieurs pays asiatiques. Les conditions culturelles, économiques et politiques accentuent encore plus ces souffrances. Pour que la violence faite aux femmes disparaisse, plusieurs institutions doivent porter attention et remédier à ces conditions adverses.

Nous devons donc nous efforcer de concevoir une campagne effective et efficace qui prenne en compte le contenu du message et qui sélectionne des moyens pertinents pour chaque public concerné.

Les moyens de communication doivent être le canal principal de la campagne. Mais nous sommes toutes conscientes des difficultés d'accès aux médias et du fonctionnement des grands médias au service des intérêts privés.

Non à la violence faite aux femmes en Asie

La campagne a été lancée en Asie du Sud-Est et de l'Est en 2008 par l'Association paysanne coréenne en Corée du Sud.

Une campagne de sensibilisation a été organisée afin de renforcer les capacités des femmes et des peuples autochtones de Sarawak en Malaisie. Des femmes qui luttent pour défendre leurs terres contre les entreprises transnationales de production d'huile de palme, y ont aussi participé.

La campagne en Indonésie a commencé par la mobilisation des femmes le 16 octobre, journée mondiale de l'alimentation en 2010. Les femmes du Syndicat Paysan Indonésien (SPI) se sont mobilisées dans la capitale, Jakarta, pour rejeter les importations de riz qui contribuent à la précarité des conditions de vie des paysannes.

La campagne s'est organisée récemment dans un nouveau pays, le Timor oriental, pays soumis aux violences de l'État indonésien depuis 1970. Les femmes et les enfants vivent dans la pauvreté et cette situation de violence est amplifiée quand les femmes travaillent pour les entreprises internationales pour qui le Timor oriental et le pétrole de son sous-sol constituent un nouveau marché.

Les femmes asiatiques se sont rassemblées à Hanoï en décembre 2011 pour discuter du renforcement de leur campagne. Un plan d'action a été produit afin de développer l'éducation et la formation des femmes.

María Do Fetal Présente!

La IVème Assemblée des Femmes a honoré la mémoire de María do Fetal, assassinée par son compagnon à São Paulo en janvier 2013, avec une mystica très émouvante. De nationalité portugaise, vivant au Brésil, elle soutenait le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) ainsi que La Via Campesina du Brésil et internationale. Maria faisait aussi partie de l'équipe d'interprètes de la Vème Conférence de La Via Campesina à Maputo au Mozambique en 2008. Grâce à ses activités d'interprète, elle participait activement à la campagne pour mettre fin aux violences faites aux femmes. Les hommes et les femmes de La Via Campesina présents ont élevé la voix pour dire : « Je suis María Do Fetal », « Je suis María Do Fetal », affirmant ainsi leur engagement à lutter pour que cette histoire ne se reproduise pas, pour que d'autres vies ne s'éteignent pas et qu'au contraire, elles continuent à fleurir et à donner des forces au mouvement.



10. Manifeste de la 4^{ème} Assemblée des Femmes de La Via Campesina

Nous sommes des femmes paysannes du monde entier qui, au cours des 20 dernières années de la Via Campesina, avons travaillé avec ténacité pour construire un mouvement universel, vaste, démocratique, engagé politiquement et socialement dans la défense de l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire et la lutte pour la terre, les territoires, la justice, l'égalité et la dignité des femmes et des hommes du monde rural.

Nous sommes des femmes de divers continents et cultures, avec des histoires et des luttes communes, pour la vie, pour notre propre émancipation et celle de nos peuples, unies devant l'impératif éthique et politique de défendre le droit à l'alimentation, l'agriculture paysanne, la défense de la biodiversité, du patrimoine naturel ; une lutte pour mettre fin à toute forme de violence, situation aggravée par un système économique capitaliste et patriarcal.

« La Via Campesina est un mouvement où les femmes comme les hommes jouissent de la même égalité et valeur »

Ceci reste clairement établi suite aux conclusions de notre IIIème Conférence internationale à Bangalore. La Via Campesina, suite à un changement structurel, s'assure que les femmes et les hommes du monde rural partagent des responsabilités de manière égale dans le mouvement, et ce, en cherchant à renforcer des processus ouverts et démocratiques à l'intérieur de toute sa structure internationale.

Nous remettons ce Manifeste et positionnement politique aux femmes du monde entier et à notre IVème Conférence internationale de la Via Campesina, comme contribution aux délibérations, au travail, à la mobilisation et aux luttes que nous développons partout dans le monde. Avancer dans l'unité et l'action pour une intégration entière des femmes dans les mêmes conditions, quels que soient leurs milieux politiques, économiques, sociaux, et culturels. Mettre fin aux discriminations qui affectent nos vies quotidiennes, dans les zones rurales et les communautés autochtones, est une tâche de toutes et tous.

Lors de ces deux décennies de vie, de lutte et d'espoir de La Via Campesina, les femmes ont représenté un élément-clé dans l'élaboration et l'organisation des stratégies politiques, luttant au quotidien pour la défense de la Terre Mère, de nos territoires contre le pillage, la dévastation, la mort et l'oppression causée par le capitalisme entrepreneurial et colonial.



Depuis deux décennies, de profonds changements se sont produits quant aux conditions de vie des femmes paysannes partout dans le monde. L'avancée du capitalisme dans le milieu rural et l'appropriation par les multinationales de la production agroalimentaire ont amené des millions de paysans et paysannes à intégrer le travail salarié, entraînant de forts processus migratoires, des déplacements forcés, des terres perdues. L'émigration des femmes de la campagne est étroitement liée à l'appauvrissement et à la violence que subissent les femmes et les filles. Au regard des discriminations qu'elles vivent dans les pays d'accueil, leur situation est très grave. Mais en même temps elles assurent l'entretien de leurs familles, dans de nombreux cas, ce sont elles qui fournissent le principal soutien et pourvoient aux besoins économiques des foyers paysans.

Faire face à cette réalité constitue un des objectifs fondamentaux de la lutte des femmes et de l'ensemble de la Via Campesina. Notre position principale pour en finir avec l'injustice dans le monde est de rompre le cercle de la pauvreté et de permettre aux paysannes et paysans de disposer du lieu qui leur convient afin de garantir une alimentation suffisante et équilibrée pour les peuples, en reconnaissant le rôle fondamental des femmes dans la production alimentaire.

Néanmoins, il est frappant de constater que la pauvreté est loin d'être réduite, et même qu'elle augmente dans la plupart des pays. Certaines études des Nations unies et de la Banque mondiale indiquent que nous n'avons pas réussi à inverser la situation : la détérioration de la situation et l'écart de la distribution des richesses se sont accentués, les zones rurales présentent un sombre panorama, la pauvreté extrême augmente, et les femmes continuent à être celles qui en subissent les effets les plus dramatiques.

En finir avec ces inégalités inacceptables tant ethniques, que de classe et de genre, affectant des millions de femmes dans le monde, ainsi qu'avec le fléau de la faim et de la violence, est une lutte permanente que les gouvernements et parlements du monde doivent prendre en compte au moment de légiférer et d'adopter des lois cherchant à garantir des conditions de vie décentes pour les femmes rurales et leurs communautés partout dans le monde.



« Pour nous, paysannes et paysans, la terre est non seulement un moyen de production mais aussi un espace de vie, de cultures et d'émotion, d'identité et de spiritualité. De ce fait, elle n'est pas une marchandise, mais plutôt une composante fondamentale de la vie elle-même. L'accès à la terre est donc un droit inaliénable reconnu dans les systèmes de propriété foncière; accès et jouissance étant définis par chaque peuple ou nation ».

L'égalité des hommes et des femmes en ce qui concerne l'accès à la terre est un objectif fondamental pour vaincre la pauvreté et la discrimination. Supposer que l'accès à la terre se doit de passer par le marché et la propriété privée individuelle est loin de représenter les visions et les aspirations des femmes autochtones et paysannes.

Les femmes demandent une Réforme agraire intégrale avec leur pleine participation et intégration tout au long du processus de distribution des terres, garantissant ainsi leur accès non seulement à la terre, mais aussi aux instruments et aux mécanismes dans des conditions égalitaires, comprenant une valorisation juste de leur travail productif et reproductif, où l'espace rural nous garantit une vie digne et juste. Nous exigeons de cette Réforme :

- Qu'elle protège et divulgue nos manières de faire et de perfectionner l'agriculture, nos semences, nos marchés, nos aliments, ainsi que nos savoirs, notre science et notre technologie.
- Qu'elle impulse et élabore des programmes et des politiques publiques adéquates à nos cultures et nos modes de vie, et des ressources qui assurent la viabilité de la production paysanne, garantissant la souveraineté alimentaire et les droits des paysannes et paysans à la justice sociale.

De cette manière l'accès à la terre pour nous passe par une Réforme agraire intégrale qui développe un modèle de gestion mettant au premier plan la fonction sociale de la terre et les pratiques paysannes et autochtones d'usage et de production, garantissant ainsi les besoins humains à l'alimentation comme étant un droit fondamental à la vie.



Souveraineté alimentaire via la Justice pour les femmes

« Afin de conserver la dignité et la terre, afin de maintenir vivante et intègre la production alimentaire, afin de retrouver l'autosuffisance alimentaire au degré le plus élevé possible, afin de défendre l'accès à l'eau, afin de mettre en pratique la Souveraineté alimentaire, il est grand temps pour nous de valoriser dans toutes ses dimensions le rôle des femmes dans le développement de nos agro-cultures ».

Notre lutte et mobilisation pour la Souveraineté alimentaire a donné aux femmes l'opportunité de reconnaître leur participation historique dans le développement des systèmes alimentaires dans le monde et le rôle qu'elles ont joué depuis la naissance de l'agriculture. En récoltant et propageant les semences, en protégeant et sauvegardant la biodiversité et les ressources génétiques, les femmes représentent l'un des principaux piliers affectif, éthique et social de la souveraineté alimentaire.

Devant nous « se tiennent l'industrie de transformation alimentaire, les grandes chaînes de supermarchés, qui standardisent la production et concentrent une bonne partie de la richesse générée par le secteur... La résistance et l'alternative à cette standardisation des produits se situent dans la diversification alimentaire et dans d'autres formes de relation et de consommation, où les productrices et les producteurs voient leur travail valorisé, où les consommatrices et consommateurs ont des salaires suffisants et dignes afin de pouvoir obtenir les aliments de leur choix. » (Mirian Nobre à Nyéléni)

Sous l'égide du principe : « l'alimentation n'est pas une question de marché, mais de souveraineté », nous avons défini nos droits souverains à décider et à organiser la distribution, l'échange et la consommation des aliments en quantité et en qualité, en relation avec nos possibilités et nécessités, en priorisant des axes solidaires, culturels, sociaux, de santé et de bien-être de nos familles et des communautés paysannes et autochtones.

Nous pouvons affirmer que nous avons assumé avec ténacité la lutte et l'exercice de la Souveraineté alimentaire. Un des objectifs planifiés, auquel nous avons ardemment travaillé, a été de « regrouper nos savoirs afin de sauvegarder nos semences, les multiplier, en prendre soin, les échanger pour qu'elles circulent, croissent et se multiplient dans nos campagnes sans obstacles ni agressions » ; en opposition avec la propriété intellectuelle, les règles de certifications, les organismes génétiquement modifiés (OGM) et les produits agrochimiques.

De surcroît, notre position tend à revaloriser les relations de travail et de pouvoir dans les familles et dans les mouvements eux-mêmes ; à valoriser le caractère économique-productif du travail des femmes dans la production alimentaire. Des processus personnels et collectifs sont

nécessaires pour valoriser les apports économiques de notre travail dans l'agriculture contribuant ainsi à l'économie familiale et aux indicateurs macro-économiques des nations.

Nous sommes certaines que l'initiative la plus significative et révolutionnaire de la Via Campesina a été de proposer le concept de la Souveraineté alimentaire en réponse à la FAO et aux gouvernements qui prétendent chercher une solution à la faim dans le monde à travers la Sécurité alimentaire. Par Sécurité alimentaire, on entend en effet de pouvoir disposer de denrées alimentaire et d'avoir les moyens économiques de se les procurer mais en pensant que la solution au plus grand fléau dont souffre plus d'un milliard d'êtres humains sur la planète passe par le marché.

Nous luttons contre le néolibéralisme, le patriarcat et pour nos droits.

« Les femmes, créatrices historiques de savoirs en agriculture et en alimentation, produisent encore 80% des aliments dans les pays les plus pauvres. Actuellement, elles sont les principales gardiennes de la biodiversité et des semences cultivées, elles sont aussi les plus affectées par les politiques néolibérales et sexistes » (Déclaration des femmes de Nyéléni).

Les politiques d'ajustements néolibérales ont aggravé les conditions d'oppression et de discrimination, et ont augmenté les situations de violences contre les femmes et les jeunes filles des zones rurales. De plus, celles-ci ont provoqué précarité et instabilité dans le travail des femmes, ainsi que le manque de protection sociale, alors que ces femmes sont exploitées avec des journées de travail de plus en plus longues. Ces femmes vivent dans un climat de violence qui affecte leur dignité.

Nous réaffirmons donc que la lutte anticapitaliste et antipatriarcale doit s'allier à la lutte pour l'égalité entre les sexes et contre l'oppression des sociétés traditionnelles et modernes sexistes, individuelles et consommatrices basées sur la domination du marché. Notre projet politique est d'avancer vers une nouvelle vision du monde, fondée sur les principes de respect, d'égalité, de justice, de solidarité, de paix et de liberté, en luttant ensemble pour :

- Développer des actions et outils concrets et immédiats pour éradiquer les pratiques violentes et sexistes, les agressions physiques, verbales et psychologiques, au sein de nos organisations, nos familles et toute la société ;
- L'égalité des genres et la fin de la discrimination ;
- Le combat incessant contre toutes formes de violence dans le monde rural, contre la militarisation croissante et la criminalisation des mouvements et des luttes sociales dans la plupart des pays du monde, notamment par des lois antiterroristes utilisées à l'encontre des paysans et autochtones, premières victimes des pires attaques et abus commis au nom de la loi.
- Nous sommes déterminées à nous mobiliser et à lutter pour la justice, l'égalité et la paix dans nos territoires et dans le monde.
- Élaborer les propositions et les plans d'action nécessaires à notre mouvement afin d'améliorer le processus de formation socio-politique et technique, et ce, à l'aide de

méthodes pédagogiques orientées qui fassent prendre conscience des visions politiques et culturelles empêchant d'arriver à une égalité des sexes ;

- Renforcer les mécanismes de participation des femmes rurales dans la formulation des propositions de politiques publiques et de programmes tant internes qu'externes qui garantissent les ressources pour leur développement, tant au niveau local et global qu'à la gestion de celles-ci, permettant ainsi un accès plus large à l'éducation et à la technologie.

Affronter le patriarcat implique une reconnaissance des privilèges et des mythes de supériorité masculine, sensibiliser ceux qui enseignent l'histoire aux femmes afin de pouvoir valoriser celles-ci. Jusqu'à maintenant, les femmes ont assumé le leadership, mais une implication égalitaire est nécessaire. Il nous faut donc passer des déclarations à des pratiques concrètes. Nous, paysannes, sommes convaincues que l'avenir est prometteur. Il est impossible de reculer sur les avancées et les triomphes déjà obtenus, encore moins sur la conscience acquise des femmes. Lutter pour la « Souveraineté de la terre, du territoire et du corps », c'est dire non à toute forme de violence faite aux femmes.

Pour ces raisons, notre Assemblée, stimulée par les débats des femmes de l'Amérique Latine et leur processus d'élaboration d'une proposition politique pour construire les bases du « Féminisme Paysan et Populaire », s'est donné également le défi d'élargir ce débat au niveau international dans les organisations de La Via Campesina.

**SEMEUSES DE LUTTES ET D'ESPOIRS,
POUR LE FÉMINISME ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

